

J'avais passé la nuit en prison. Pendant quarante-quatre ans de ma vie j'ai travaillé, j'ai obtenu de nombreux triomphes, j'ai foulé aux pieds la suprématie orangiste; mais je n'ai jamais été incarcéré, et je suis à la veille de subir cette peine pour les libertés nationales.

Le lendemain 13 février, O'Connell a fait afficher dans les rues de Dublin la proclamation suivante :

« Citoyens ! hier, dans la réunion de l'association, j'ai dit que je n'avais pas l'intention de prendre part à la discussion de la motion du lord J. Russell. Depuis lors, j'ai conçu une autre opinion des vues qui ont dicté cette motion. J'ai pensé, d'ailleurs, qu'il était de mon devoir de siéger encore à ma place dans la chambre des communes, et d'y protester, au nom du peuple catholique d'Irlande, contre la tentative faite pour anéantir la partie la plus avantageuse de l'acte d'émancipation, savoir, celle qui devait nous assurer un jugement légal et impartial par jury.

Je ne resterai que peu de temps en Angleterre. Je laisse le peuple irlandais pacifique et tranquille, et j'ai la plus grande confiance qu'il persévérera dans cette tranquillité jusqu'à mon retour, dans quelques jours. En attendant, je recommande vivement la continuation de toutes les mesures légales dans l'intérêt de la sainte cause du repeal. J'espère que les membres irlandais serreront les rangs dans ce but.

— Voici le rapport du capitaine Darmadariz, de l'Elizabeth :

« Arrivé le 7 novembre à Papeiti, je trouvais dans ce port quatre bâtiments de guerre français et un anglais, mais tous, de part et d'autre, dans un grand émoi et paraissant fort affairés. Les canots se croisaient de bord à bord et de bord à terre; à les voir se mouvoir ainsi on eût pu juger qu'en était à la veille d'un événement critique, comme une collision ou au lendemain d'une grande affaire. En effet, il était presque question de la première et l'on était au lendemain de la seconde: car le pavillon taïtien écartelé du yacht tricolore ne flottait plus sur cette île comme auparavant; le pavillon français l'avait remplacé la veille sur les principaux points, et la reine Pomaré venait d'être déposée.

« Voilà sans doute un grand sujet de dépit pour M. le consul anglais, premier moteur de la déloyale conduite de la reine, et en outre pour le commodore de la frégate. Aussi celui-ci n'a-t-il pas pu s'empêcher de le donner à connaître, en se rendant à bord de la frégate la *Reine Blanche*, et disant au contre-amiral Dupetit-Thouars qu'il allait faire venir la reine à son bord, hisser le pavillon taïtien et le saluer de vingt-un coups de canon. Les intentions de l'honorable commandant, manifestées de la sorte, provoquèrent un peu l'humeur de notre contre-amiral, qui lui répondit du ton le plus ferme: « Menez, tant que vous voudrez, cette femme à votre bord, mais prenez garde de hisser le pavillon taïtien, si vous le saluez de vingt-un coups de canon, vous assumerez sur vous toutes les conséquences qui pourront en résulter. Maintenant que vous êtes prévenu, agissez comme il vous plaira. »

« Le pavillon taïtien n'a pas été hissé ni salué. Le 8, à ce lieu la prise de possession de Taïti et de ses dépendances. Nos troupes de ligne qui se trouvaient à bord des frégates ont été débarquées avec armes et bagages, et s'occupaient à faire des fortifications propres à défendre le port et la ville.

« On trouvera peut-être que le contre-amiral Dupetit-Thouars a usé dans cette occasion de procédés un peu rigoureux, mais n'a-t-il pas été

forcé d'agir ainsi pour écarter de voir notre influence politique supplantée à Taïti?

« Sans chercher à approfondir ses motifs, je sais de bonne part que l'ex-reine, poussée par les conseils de M. Pritchard (ex-missionnaire) consul anglais dans cette île, ne remplissait aucune des conditions du traité par lequel cette île et ses dépendances étaient sous notre protectorat; que, au contraire, elle cherchait sans cesse à les violer; qu'avertie de ses fautes, et repentante d'abord, elle ne l'était plus après qu'elle avait pu s'entretenir avec M. Pritchard; qu'il en a été de même quand on l'a avertie qu'elle se mettait dans le cas de faire agir rigoureusement contre sa personne; mais accoutumée à ne rien faire que par les suggestions de M. Pritchard, elle n'cessait point de nous être défavorable, et de commettre dans ce but des inconséquences sans nombre.

« D'ailleurs il n'était pas difficile à M. Pritchard de faire faire tout ce qu'il voulait à la reine, qu'il dirigeait tant au spirituel qu'au temporel. Aussi tous ou presque tous les habitants de Taïti blâmaient sa conduite. Il se la reproche sans doute aujourd'hui.

« Quoiqu'il en soit, une proclamation pleine d'énergie, de justice et de loyauté a été affichée sur tous les points peuplés de Papeiti. Des ordonnances et des règlements pour y maintenir le bon ordre et conserver à chacun son droit, y ont été également publiés. Enfin les natifs chefs et autres paraissent très satisfaits du nouvel ordre de choses.

« Par cet événement, Taïti devient le chef-lieu des possessions françaises dans l'Océanie, et complète la pensée qui a présidé à l'occupation des îles Marquises.

« Une nouvelle invention qui promet d'énormes économies pour le peuple, c'est la construction des railways de bois. Une petite ligne a été établie comme essai près du pont du Wauhall. On dit que les chemins de bois présentent d'immenses avantages sous tous les rapports.

« On lit dans le *Courrier de Lion* :

« Une femme veuve, ayant plusieurs enfants, se trouvait réduite à la plus extrême misère; il y a quelques jours, poussée par ces deux stimulants, le froid et la faim, elle sortit de chez elle pour aller disputer aux chiens leur nourriture sur la voie publique. Tout-à-coup elle sent sous ses pieds un corps dur, elle se baissa pour le ramasser; c'est une bourse; elle contenait 2,000 f. en pièces d'or! La pauvre femme rentra chez elle, et pendant un jour ou deux lutte contre une des plus violentes tentations qui puissent arriver au cœur d'une mère qui veut donner du pain à ses enfants; elle prend enfin la courageuse résolution de porter au curé de la paroisse la somme intacte; mais chemin faisant, elle rencontre une femme de sa connaissance qui lui raconte qu'une vieille demoiselle du quartier vient de perdre une bourse contenant la somme indiquée plus haut, sans dire qu'elle l'a trouvée, elle se fait indiquer son adresse et rend la bourse à la vieille demoiselle en question.

« M. PARISER, secrétaire perpétuel de l'académie royale de médecine, et membre du conseil supérieur de santé du royaume, en rendant compte des bons résultats qu'il a obtenus dans l'emploi de la Pâte pectorale balsamique de REGNAULD Aîné, pharmacien, rue Caumartin, 45, terminait ainsi sa déclaration : « C'est sans doute au choix des substances qui la composent, et surtout au mode particulier que M. FRAIX emploie pour la confectionner, que doit être attribuée sa supériorité manifeste sur les autres pectoraux connus jusqu'à ce jour. » Un dépôt de cette précieuse pâte est établi dans toutes les villes. (6750).

ANNONCES.

Vente volontaire d'une vigne de la totalité de la chambre au-dessus du pressoir à vin et de la moitié de la pièce au rez-de-chaussée qui le contient, le tout sis à Paese-Nuovo, ou soit à M. Franco, quartier de Suerta, appartenant à M. François-Emmanuel Lombach; s'adresser en l'étude de M^{re} Antoine-Joseph Guasco notaire à Bastia pour connaître la superficie et les tenants, et les conditions de cette vente.

DICTIONNAIRE UNIVERSEL

DE GÉOGRAPHIE

PHYSIQUE, POLITIQUE, HISTORIQUE ET COMMERCIAL. Contenant la description détaillée des différentes régions du globe, ainsi que tout ce qui est relatif à la géographie, à divers gouvernements, à l'histoire, à l'ethnologie, à la Littérature, à l'Industrie, au Commerce, etc., etc.

Précédée d'une Introduction à la Géographie physique, d'une Table explicative des principaux termes de Géographie, ET ACCOMPAGNÉE D'UNE MAPPE MONDIALE PAR J. MAC-CARTHY.

Chef de bataillon d'infanterie, officier de la Légion d'Honneur, attaché au dépôt général de la guerre, auteur d'un Traité de Géographie.

Deuxième édition. Entièrement refondue et considérablement augmentée. 2 vol. de 1,500 pages chacun (contenant la matière de 15 vol. ordin.) Prix, 90 fr.

Ouvrage de première nécessité pour les étudiants des gens du monde et de cabinet, les commerçants, les voyageurs, et pour l'intelligence de l'histoire et des journaux.

SILVIO PELLICO illustré

MES PRISONS

SCÈNES DE DISCOURS SUR LES DEVOIRS DES HOMMES

traduction nouvelle PAR LE C^{te} H. DE MESSEY

Revue par le Vicomte ALBAN DE VILLENEUVE. Précédée d'une Introduction contenant des détails biographiques récents et entièrement inédits sur l'auteur, depuis sa sortie des prisons, sur ses compagnons de captivité, sur les prisons d'état, et d'une appréciation littéraire des ouvrages de l'auteur.

Par M. V. PHILIPPON DE LA MADELAINE.

80 Vignettes sur acier

GRAVÉES D'APRÈS LES DESSINS DE MM. GÉRARD-SÉGUIN, T. MOLET, STEINHEIL, DAUBIGNY, ETC.

Avec fleurons et culs-de-lampe gravés sur bois.

1 vol. format grand in-8°, 12 fr.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 22 au 28 février 1844.

ARRIVÉES.

Livourne. bât. à vap. Golo, c. Bugliani.
Livourne. bât. à vap. Télégraphe, c. Lota.
Macinaggio. gondole St-Jean-Baptiste, c. Morzan, vin.

Rome. b. g. Conception. c. Marini. pizzellano.

DÉPARTS.

Livourne. bât. à vap. Télégraphe, c. Lota.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE PARATI.

CE JOURNAL

PARAIT

TOUTS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Jémites.

A Paris, à l'Office-Correspondance de La Presse, N° 8, en face de la Bourse, N° 8, en face de la Bourse.

L'Insulaire Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.



DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 2 fr.
Six mois 4 fr.
Un an 8 fr.
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'Etranger 24 fr.
DE L'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 25 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

Bastia.

DE L'HUILE DE SÉSAME.

Une question importante pour l'agriculture de la Corse a été débattue le 19 février dernier à la Chambre des Pairs. Il s'agissait d'une pétition de cultivateurs, négociants et propriétaires de Cambrès, au nombre de 868 et de la société d'agriculture du département du Nord, demandant l'élévation à l'entrée des droits sur la graine de sésame. On sait que l'importation, chaque année grandissante, de cette plante oléagineuse menace de plus en plus l'huile d'olive. Déjà des réclamations semblables sont parties de Marseille et des villes du midi. La Chambre de commerce a nommé, ainsi que nous l'avons annoncé, des délégués pour se rendre à Paris et présenter au gouvernement de vives réclamations à ce sujet. La Chambre de commerce de Bastia a réclamé à son tour et adressé au ministère un mémoire parfaitement motivé sur cette question.

Le débat a été assez vif à la noble Chambre, et il s'est trouvé des partisans très énergiques du maintien de l'état actuel qui établit une concurrence ruineuse au profit de l'étranger pour les produits nationaux. On a invoqué l'intérêt de l'agriculture elle-même, qui trouvait dans la richesse de la graine de sésame un engrais fécond, et celui de la navigation qui obtenait, par le transport de cette nouvelle denrée, des bénéfices considérables.

M. Canin-Grudaine, ministre du commerce, est monté à son tour à la tribune et il a fait connaître à la Chambre quelles étaient les intentions du gouvernement sur ce sujet. Ces intentions nous tout-à-fait rassurantes pour l'agriculture de notre département ont montré que le ministère pris en considération les réclamations des départements du midi et du nord, qui sont également intéressés dans la question. Il a recherché avec soin quel pouvait être l'utilité ou l'inconvénient de l'importation du sésame, sa valeur, son rendement, son action sur l'agriculture et sur le commerce de la France. Des renseignements qu'il recueillis, il est résulté sans doute que des intérêts contradictoires étaient en présence et qu'il n'était pas facile de se placer au point de vue de l'intérêt général. C'est d'après ces considérations, dont on ne saurait contester la justice, que le gouvernement a pensé que le pavillon français n'était pas assez protégé et que l'impôt sur l'huile de sésame n'était pas assez élevé, surtout à cause de son rendement qui est de 50 pour cent, le droit à l'importation n'étant que de 4 fr. 50 c.

Il résulte donc de là que le gouvernement est dans l'intention d'augmenter les droits à l'entrée et de les élever encore quand l'importation sera par navires étrangers. Le droit de douane établi devra dès-lors être proportionné au rendement du sésame et ainsi les huiles d'olives, qui sont si importantes pour l'agriculture de la Corse, et dont le transport offre à nos navires

des chargements nombreux, seraient suffisamment protégées et pourraient soutenir une concurrence possible, redoutable dans l'état actuel, sans compromettre les intérêts des consommateurs eux-mêmes. Ce sera sans doute un grand bien pour la Corse que l'adoption d'une mesure de ce genre contre laquelle nous ne prévoyons aucune objection raisonnable de la part du pouvoir législatif; mais nous ne saurions trop le répéter, l'agriculture du pays ne doit point s'en tenir à ces mesures équitables de protection, cela ne saurait suffire pour sauvegarder complètement son avenir. Il faut que la culture de l'olivier soit améliorée; que les meilleurs plants soient introduits et que le mode de récolte, surtout, subisse, dans la Balagne plus qu'ailleurs, de notables réformes qui contribueraient à augmenter le rendement et à donner une meilleure qualité de produits. Ces mesures contribueront, autant que l'élévation des droits, à assurer à notre île le placement de ses huiles et à y surer de la maladresse à ne pas profiter de toutes les ressources qui sont à sa disposition.

Il est assez difficile de saisir le *Progressif*. Il a de subites et complètes métamorphoses qui, du jour au lendemain, le changent du blanc au noir. Le Protée de la fable n'est qu'un mythe assez pâle comparé à l'élasticité de conviction qui distingue le *Progressif*. Ainsi nous lui avons reproché, dans un de nos derniers numéros, de s'en prendre bien à tort à une des gloires de notre pays et nous avons eu soin, comme d'habitude, de justifier notre reproche. Aujourd'hui il nous répond que personne plus que lui ne professe un plus grand respect pour M. le maréchal Sébastiani et que mieux que nous il sait honorer toutes les gloires du pays, et la raison c'est que l'*Insulaire* ne reconnaît que l'adulation ou l'injure et que quant à lui *Progressif*, ce juste inflexible d'Hercule que rien n'émeut, il ne connaît ni l'injure ni l'adulation. Cette prétention surprendra beaucoup ses lecteurs; mais ils doivent être habitués aux programmes du *Progressif*. Ils savent qu'ils ne tirent pas à conséquence et qu'ils n'engagent pas le moins du monde.

Vient-on un autre exemple de la constance des convictions du *Progressif*? Il y a quelques jours, il se moquait, avec beaucoup d'agrement, d'une compagnie, qui s'est efforcée au prix de nombreux sacrifices de donner à notre pays une industrie nouvelle. Cette compagnie n'était plus qu'une compagnie en fusion, et c'était assez dire qu'il était tout disposé à faire son oraison funèbre. Mais comme les gens que le *Progressif* ne continue toujours à se bien porter, le *Progressif* s'est pris de remords pour sa plaisanterie et il publie, dans son dernier numéro, un article très élogieux, et hâtons-nous d'ajouter que ses éloges sont très bien mérités et nous pouvons avec d'autant plus de raison le dire que nous n'avons aucun rapport avec cette compagnie, article dans lequel il constate les progrès de cette compagnie et lui rend enfin une tardive justice que nous acceptons de grand cœur. Nous nous

proposons nous-même de constater ces progrès accomplis par le haut fourneau de Bastia. Le *Progressif* nous a prévenus et il ne nous en voudra pas sans doute si nous lui empruntons cette appréciation impartiale des faits accomplis et qui promettent une nouvelle prospérité pour l'avenir. Au moins une fois nous serons de lavis du *Progressif*. Ce n'est pas notre faute si cette concordance n'est due qu'à une nouvelle contradiction de ce journal. Voici les faits qui le constatent.

L'usine de Toga a long-temps préoccupé le public de Bastia, et les opinions se partageaient sur la réussite ou la ruine de cette entreprise. L'exécution des travaux, confiée à un jeune ingénieur, faisait craindre que la persévérance des administrateurs de la compagnie ne fût pas couronnée d'un plein succès.

Depuis deux mois que cet établissement est en activité, que toute la population de notre ville a vu des flots de fonte s'écouler de cet immense haut-fourneau, et que déjà plusieurs navires chargés de ses produits voguent vers le continent, les doutes sont dissipés, et nous pouvons dire que la Corse possède à cette heure un établissement industriel d'une immense importance.

Qu'on en juge par les résultats déjà obtenus, et par ceux qu'on doit raisonnablement en attendre, et qui déjà nous paraissent assurés.

Le haut-fourneau de Toga produit de 14 à 15 mille tonnes de fonte par 24 heures. Bastia en produit journellement de 10 à 17 mille kilogrammes, par application de l'air chaud, dont l'appareil sera établi dans quelques jours.

Nous tenons de source certaine, que la compagnie métallurgique se propose de construire bientôt un second haut-fourneau, et peut-être un troisième. Elle avait aussi le projet de transformer les forges Corcos en forges d'affinage. Les nombreux cours d'eau de notre île devraient servir de force motrice pour l'établissement de grandes usines destinées à réduire les fontes de Toga en fer de toutes les formes, de toutes les dimensions, et d'une qualité au moins égale à celle du fer de Suède.

Cette industrie naissante, qui nous semble destinée à recevoir des développements immenses, servira considérablement aussi au développement de notre marine. En effet, les produits de Toga serviront entre Bastia et tous les ports de la Méditerranée et quelques-uns de l'Océan, des navires rapides et très-avantageux pour notre commerce, dont les ramifications pourront se multiplier et devenir chaque jour plus importantes. Les résultats nous paraissent d'autant plus certains, que la circulation annuelle de 15 à 1,800,000 francs, pour deux hauts-fourneaux comme celui de Toga, ne peut manquer d'imprimer au commerce de notre ville un grand mouvement et de lui assurer une prospérité croissante et durable.

Le commerce ne profitera pas seul de tous ces avantages. A leur tour les propriétaires y trouveront des moyens assurés d'augmenter leurs ressources, soit par la vente de leurs bois, ce qui contribuera au développement général de la Corse, soit par le débit de leurs forêts qui trouveront dans les usines de ces grandes industries de nombreux consommateurs.

Indubitablement la prospérité de la compagnie métallurgique doit être pour la Corse une source féconde de prospérité générale. Elle sera aussi un puissant motif pour obtenir un port à la ville de Bastia.

Nous arrêtons ici cette citation, dont nous retranchons le dernier paragraphe qui est complètement étranger à la prospérité de l'établissement de Toga et qui ne contient qu'une attaque contre une personne absente qui n'est plus là pour se justifier.

Ce qui nous importe dans les publications que peuvent faire sur notre île les personnes qui y sont étrangères, c'est surtout les appréciations qu'elles font de l'état présent de l'île et l'attention dès lors qu'elles appellent sur notre pays et sur certaines questions qui intéressent vivement notre présent et notre avenir. Sans doute les détails que ces écrivains donnent sur nos mœurs, nos habitudes, qui vont se modifiant de plus en plus, peuvent plaire aux lecteurs étrangers, comme ayant une forte teinte de ce qu'on appelle aujourd'hui

couleur locale; mais ces émotions littéraires, pour ainsi dire, nous touchent peu attendu qu'elles ne peuvent être pour nous que des redites assez fastidieuses. C'est ce qui nous a empêché de reproduire toutes les lettres que M. Mermillod a publiées dans le journal des *Débats* sur la Corse. Mais la sixième et dernière lettre contient des aperçus, sinon neufs, du moins remarquables et nous nous félicitons, sous ce rapport, qu'ils aient reçu une grande et nouvelle publicité. M. Mermillod a été, au fond, bienveillant pour nous et s'il a pu se tromper sur quelques points, s'il a trop cédé aux goûts et aux habitudes du touriste émerveillé du contraste qu'il rencontre, toujours au fond il s'est montré animé d'un esprit impartial à notre égard. Le pays lui en saura gré et c'est aussi ce sentiment qui nous décide à publier les parties les plus importantes de sa dernière lettre et qui mettent en relief quelques-unes des questions que nous avons souvent abordées et discutées; mais ces questions sont si importantes et si vivaces, et malheureusement leur solution est depuis longtemps ajournée, qu'on ne saurait trop y revenir. Il faut frapper fort et souvent pour se faire entendre. Nous profiterons de cette circonstance pour appeler, une fois encore, l'attention publique et celle du gouvernement sur ces mêmes questions. Dans notre prochain n° nous publierons quelques extraits de cette lettre.

M. le maire de Bastia vient de nommer M. Dabin secrétaire-archiviste de la ville. En l'investissant de ces importantes fonctions, M. le maire a trouvé une occasion favorable pour récompenser les longs services de M. Dabin qui, depuis vingt-sept ans a consacré tout son temps aux affaires de notre ville. Cette nomination n'est qu'une juste rémunération et ne fait que confier de nouveaux travaux et imposer une nouvelle responsabilité à M. Dabin; mais le zèle et le dévouement dont il a fait preuve jusqu'ici, lui fourniraient les moyens de remplir convenablement la double tâche dont il est chargé.

En l'attachant, par un lien de plus et par un titre plus en rapport avec ses anciens services, à la mairie, M. le maire a voulu, sans aucun doute, accorder à M. Dabin la récompense honorable qu'il pouvait le plus désirer.

On nous écrit de Solenzara :

« Un navire toscan est arrivé ces jours-ci chargé de Pouzolane. Après avoir fait son déchargement, comme il n'avait pas encore acquitté les droits d'ancrage, deux douaniers avaient été placés à bord pour s'assurer que le navire ne partirait pas sans s'être au préalable libéré vis-à-vis la recette de la douane. Cette nuit, le vent aidant et une mauvaise tentation aussi, le navire a tiré tout doucement son ancre, ses voiles se sont déployées et il a pris le large, emmenant avec lui ses gardiens. Grand a été ce matin l'étonnement quand on n'a plus retrouvé le bâtiment et que les douaniers n'ont plus reparu. Cette affaire ne restera pas là sans doute, et il faudra bien que le quart d'heure de Rabelais arrive pour ces navigateurs qui ont trouvé un moyen si expéditif d'acquitter les droits vis-à-vis de la douane française. »

Dimanche dernier, quatre cavaliers lancés au galop à l'entrée de la ville, ont causé un accident qui aurait pu avoir de funestes conséquences. Un d'eux renversa un enfant et le cheval le heurta assez gravement. Cet accident, qui peut se renouveler souvent surtout les dimanches où les promeneurs sont nombreux sur la route de Pietranera, devrait provoquer de la part de la

police des mesures sévères. Dans toutes les villes il est défendu expressément de conduire des chevaux au galop sur tous les points qui sont fréquentés. Pourquoi n'en serait-il pas de même à Bastia? C'est là un genre de délit qu'il est facile de constater et de réprimer.

Souscription Paoli.

Suite de la 2^e Liste.

Zuccarelli Jean-François	3
Baldacci Joseph	1
Migoucci Pierre	2
Ferrari François	2
Pieraggi Philippe-Marie	5
Calafrese Tatone	1
Albertini Demetrios	1
Sabiani Joseph	1
Mariani François	1
Casanova don Louis	1
Gambini Antoine-Marie	1
Giovannetti Jean	50
Albertini Achille	1
Montera Antoine	5
Mignucci Jean-Paul	1
Albertini Joseph-Marie	1
Mattei Barthelemy	1
Maestracchi Jean-Paul	1
Angeli Toussaint	3
Cortegiani Sauveur	2
Ordioni Joseph	2
Cristiani Joseph	1
Baldacci François-Marie	1
Mariani Jean-Augustin	5
Denda Martin	1
Jérôme Frizza	5
Colombani Jean	5
Mariani André	5
Barazzoli Ange-Mathieu	1 50
Raffaelli Procureur du Roi	50
Mariani Commandant de Place	30
Grousset Professeur	10
Burnouf id.	10
Varese id.	5
Damiani id.	5
Ceciani id.	5
Decspan, portier	3
	376 25
Première liste	2367 50
TOTAL	2743 75

M. le Comte Pozzo di Borgo auquel s'était adressée la Commission établie à Corte pour le transport en Corse des dépouilles mortelles de l'illustre général, lui a adressé la lettre suivante, qui n'a pas besoin de commentaires.

M. le Président,

« Je réponds avec empressement à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 14 de ce mois, au nom de la Commission qui a conçu la noble et patriotique idée d'élever par souscriptions dans les murs de Corte un monument à la mémoire de notre libérateur PASCAL PAOLI. La translation de ses cendres au milieu de nos montagnes et de nos forêts, est une pensée pleine d'avenir, parceque c'est au centre de nos montagnes que Paoli fit vibrer, le premier, dans tous les cœurs corse les mots de liberté et d'indépendance, et parce qu'il sut préserver ce pays des désastres qui désolèrent la France après la journée du dix août.

« Veuillez, je vous prie, Monsieur le Président, recevoir ma sincère reconnaissance pour les sentiments personnels que vous voulez bien m'exprimer en cette circonstance et en même temps faire agréer à tous les membres de votre

commission mes respectueux hommages ainsi que mon offrande de la somme de cinq mille francs.

« J'ai l'honneur d'être etc.

C^{te} Pozzo di Borgo.

Paris 27 février 1844.

Les différentes pétitions envoyées à la chambre des députés contre les fortifications de Paris, la sollicitation des journaux de l'extrême opposition, qui avaient même poussé la prévenance jusqu'à envoyer des pétitions lithographiées, probablement par respect pour la liberté des signataires, ont été rapportées à la séance de samedi 24 février, du palais Bourbon. M. Allard, rapporteur, a fait bonne et prompte justice des reproches dirigés contre une loi qui avait été accueillie avec empressement, même par plusieurs organes démocratiques. M. Allard a répondu victorieusement à toutes les objections. Ainsi, on avait dit que les fortifications de Paris demandaient un grand nombre d'années pour être achevées. M. Allard a démontré, par les travaux déjà exécutés, et qui sont arrivés à plus des deux tiers du total, que ces immenses travaux seraient terminés dans deux ans. On avait avancé que le crédit primitif de 140,000,000 serait dépassé; il a également prouvé qu'il ne le serait pas. Enfin la principale objection, et qui était le fond des diverses pétitions envoyées à la chambre, à savoir que l'on pourrait se servir des forts détachés contre Paris même, a été réduite également à néant, car M. Allard a démontré, par des chiffres et par l'autorité des hommes les plus compétents dans la matière, qu'alors même que les forts domieraient Paris, ce qui n'est pas pour le plus grand nombre, la portée des plus forts pièces, des pièces ordinaires n'atteindrait pas le mur actuel d'enceinte de Paris. Enfin quelques journaux avaient avancé que l'on s'occupait déjà de l'armement des forts et M. Allard a déclaré que le gouvernement ne s'était pas même encore arrêté sur le modèle des pièces d'artillerie à fonder pour le service des fortifications de Paris. Quant à leur armement il ne peut être fait qu'en vertu d'une loi spéciale et dès lors toutes les garanties pourront être prises pour aller au-devant de toutes craintes, nous ne dirons pas sérieuses, mais même chimériques. La chambre a décidé, après la lecture de ce rapport important, que la discussion serait renvoyée à huit jours, pour que son examen fût sérieux et pour que toutes les réfutations, si réfutations il y a, se fissent jour.

Un membre du centre gauche de la chambre avait déposé une proposition qui avait pour but d'étendre le cercle des incompatibilités par rapport aux députés et de fixer les règles de leur avancement. Cette proposition qui, au fond, n'était pas sérieuse et n'était qu'une machine de guerre contre le cabinet, car M. Thiers et ses amis qui l'ont présentée et appuyée s'étaient bien donné de garde de la faire passer à l'état de loi, alors qu'ils étaient au pouvoir, a été repoussée par la chambre. M. Liadières qui l'a combattue par des faits et des raisonnements, a rappelé des faits connus et qui enlevaient à cette proposition toute sa portée. Ainsi, pour répondre aux reproches de corruption articulés contre la chambre par l'opposition, il a constaté que sur 21 députés fonctionnaires qui ont appartenu à la chambre dans l'espace de treize ans, 72 seulement avaient reçu de l'avancement et que sur 619 députés non fonctionnaires, pendant le même espace de temps, 26 seulement avaient été promus à des fonctions publiques. Ainsi disparaissent, devant les faits, les accusations violentes

dirigées contre la représentation nationale. C'est, du reste, pour la douzième ou quinzième fois que des propositions semblables ou analogues ont été rejetées par la chambre. Il y aurait bien d'autres raisons à faire valoir contre des propositions semblables, dont la réélection à laquelle sont soumis les députés appelés à de nouvelles fonctions ou qui reçoivent de l'avancement, aurait dû empêcher la présentation, si l'opposition pouvait renoncer à ses habitudes de faire la guerre quand même, et, sans doute, pour le plaisir de la faire.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE BASTIA.

Séance du 5 Mars.

Dans le dernier n° de notre journal, nous avons fait suivre d'une observation la lettre de M. André Autou, touchant l'arrestation illégale dont il a été l'objet, parceque nous savions que cet affaire devait être portée, tôt ou tard, devant les tribunaux. D'autre part il nous aurait été presque impossible de croire, si nous n'eussions assisté aux débats qui ont eu lieu le 5 de ce mois, à une absence plus profonde du sentiment du devoir, n' à un cynisme d'arbitraire plus révoltant que celui, dont un corporal des voltigeurs corses n'a pas craint de donner un fâcheux exemple.

Malgré la jactance que le sieur Cesari s'est efforcé de simuler pendant le cours de sa déposition, nous l'avons vu hésiter et s'affaïsser, pour ainsi dire, sous le poids des contradictions flagrantes dans lesquelles il a été entraîné de se jeter, pour tenter un simulacre de justification devenue impossible, en présence du procès verbal d'arrestation qu'il avait eu l'imprudence de dresser. Ce procès-verbal est un acte d'accusation formulé par le sieur Cesari contre lui-même; c'est un document désormais acquis au procès, et qui place le conseil d'état, qui sera incessamment saisi de cette affaire, dans la nécessité d'autoriser des poursuites contre cet agent de la force publique. Il constate de la manière la plus formelle, que M. Antoni se trouvait dans sa propriété close, dépendante d'une maison d'habitation, et qu'il a été arrêté au moment où il venait de tirer sur un oiseau. Or la loi de 1790 défend expressément, non seulement de s'emparer, mais même de désarmer les chasseurs pris en contravention. Lors même qu'il serait constaté, ce qui n'est point, que M. Antoni se fût rendu dans sa vigne dans l'intention d'expulser des chèvres qui la ravageaient, les voltigeurs corses n'avaient pas le droit de s'introduire dans son domicile et de le faire prisonnier. Au surplus, ce n'est là qu'une excuse pitoyable inventée après coup et victorieusement démentie par le texte du procès verbal.

Nous n'entrerons point dans la savante discussion légale, développée avec un talent supérieur par M^{re} Philippe Caraffa, défenseur de M. Antoni. Le nombreux auditoire qui encomrait l'enceinte de l'audience a dû sympathiser ouvertement avec les nobles et patriotiques accents, à l'aide desquels l'éloquent orateur a revendiqué le droit sacré de la liberté individuelle. Il a flétri avec une généreuse indignation cette tyrannie de bas étage, qui livre à la merci d'un lieutenant de personne d'un citoyen français. Il a fait ressortir, dans tout son jour, l'infamie dont la loi elle-même frappe les abus de pouvoir, du genre de celui exercé par le sieur Cesari, qui lui-même paraissait anéanti sous l'odieuse qui naît de l'acte dont il s'est rendu coupable.

Sans remonter plus haut, nous imiterons en cela la modération de M^{re} Caraffa; nous dirons que la réparation nécessaire, pour relever le moral abattu de la population de Bastia, a été

complète, grâce au défenseur. Ainsi qu'il l'a déclaré, le dernier mot sur cette affaire sera prononcé plus tard par la justice. Pour le moment, l'acrobate des coupables a été une amende honorable, suffisante, rendue à la sainteté de la loi qui consacre, dans une juste mesure, la plus belle prérogative de l'homme, qui est sa liberté.

Par ordonnance royale du 17 janvier 1844.

M. Sozzani, Pierre-François-Jean-Baptiste, sous-lieutenant élève d'artillerie, a été promu au grade de lieutenant en second.

M. Angeli, Pierre-Hercule, adjudant sous-officier au 1^{er} bataillon des chasseurs d'Orléans, a été promu au grade de sous-lieutenant au même corps.

Par ordonnance royale du 25 février, M. le lieutenant-général Baron Desmichels est maintenu dans la première section du cadre de l'état-major général.

D'un autre côté nous lisons dans le *Journal de la Corse*, du 4 mars ce qui suit :

« M. le général Desmichels, dit-on, le commandement de la 17^e division; il serait remplacé par le général marquis de Saint-Simon. »

Par ordonnance royale des 27 janvier et 2 février 1844.

M. Arrighi, Pierre-Marie chef de bataillon commandant la place de Blidah, Algérie, a été nommé à l'emploi de lieutenant-colonel commandant de place de 2^e classe à Antibes.

Par décision royale du 11 février dernier :

M. Vico, capitaine aux voltigeurs corses, a été nommé au commandement de place de 3^e classe de Prunelli, en remplacement de M. Ceccaldi, passé au commandement de la place de Calvi;

M. Ceconi, capitaine commandant de place de 3^e classe à Calvi, a été nommé au commandement de place de 3^e classe à Saint-Florent en remplacement de M. Vidau, décédé.

Par ordonnance royale en date du 21 février dernier, ont été nommés, juge de paix du canton de Calenzana, arrondissement de Calvi M. Menecoli, Philippe, principal du collège de Calvi, en remplacement de M. Vincent Ceccaldi, appelé à d'autres fonctions;

Juge de paix du canton de Castifao, arrondissement de Corte, M. Vincentelli, Ange-Michel, suppléant actuel, en remplacement de M. Colonna-Ceccaldi, non acceptant.

Par décision de M. le sous-secrétaire d'état des travaux publics en date du 13 du courant :

MM. Favella, Rocca et Bauchelet, conducteurs auxiliaires de deuxième classe des ponts et chaussées, ont été élevés à la première classe de leur grade.

MM. Gierryinski, Vincensini et Armand, conducteurs auxiliaires de 3^e classe, ont été élevés à la deuxième.

M. le maréchal de camp Rossi, commandant le département des Basses-Alpes, passe au commandement du département de la Dordogne.

M. Berryer a été réélu député à Marseille. Sur 698 votants, il a obtenu 385 voix et son concurrent M. Lagarde 299.

Le collège électoral d'Apt convoqué le 17 février pour procéder à l'élection d'un député en remplacement de M. Teste démissionnaire, a nommé M. Mottet, conseiller d'état. M. Mottet a eu une majorité de 23 voix sur M. Bremond avoué à Apt qui était son compétiteur.

M. Cunin-Gridaine a fait savoir aux délégués du commerce marseillais qu'il ne prendrait aucune décision relativement aux grèves oléagineuses avant le mois de mars. Il les a engagés en conséquence à ne pas précipiter leur départ.

Novelles Diverses.

— Une dépêche télégraphique de Paris, en date du 29 février, annonce que M. le ministre des travaux publics a présenté, le même jour, à la chambre des députés un projet de loi sur les ports.

Marseille y est comprise pour vingt millions. — Une dépêche télégraphique du 1^{er} mars annonce que la chambre des députés a rejeté, à la majorité de 46 voix, un ordre du jour motivé, proposé par l'opposition pour blâmer le ministre en ce qui concerne les affaires de Taïti.

— On lit dans le *Moniteur* :

Le gouvernement a reçu des nouvelles de l'île de Taïti en date du 1^{er} au 9 novembre 1843 :

M. le contre-amiral Dupetit-Thouars, arrivé dans la baie de Papeï, le 1^{er} novembre, pour exécuter le traité du 9 septembre 1842 que le roi avait ratifié, a cru devoir ne pas s'en tenir aux stipulations de ce traité et prendre possession de la souveraineté entière de l'île. La reine Pomaré a écrit au Roi pour réclamer la souveraineté intérieure du traité qui lui assurent la souveraineté intérieure de son pays et le supplier de la maintenir dans ses droits.

Le Roi de l'avis de son conseil ne trouvant pas dans les faits rapportés des motifs suffisants pour déroger au traité du 9 septembre 1842, a ordonné l'exécution pure et simple de ce traité et l'établissement du protectorat français dans l'île de Taïti.

— Dans la séance de la chambre des lords du 22 février, lord Brougham a adressé des interpellations au ministère sur l'affaire de Taïti.

Lord Aberdeen a répondu qu'il croyait la nouvelle exacte, mais qu'il ne saurait encore donner à la chambre les explications qu'elle pourrait désirer.

Dans la séance de la chambre des communes la même question a été adressée par sir G. Gray, sir Robert Peel a répondu : Je crois que l'amiral français dans ces mers a pris possession de l'île de Taïti et que la reine indigène a été déposée (écoutez). Tout ce que je puis dire, quant à présent, à ce sujet, c'est que je déplore grandement ce qui est arrivé (de toutes parts; écoutez).

Je n'ai aucune raison de croire actuellement que ce qui a eu lieu a été fait avec la sanction préalable, ou en vertu d'instructions émanées du gouvernement français. Mais notre gouvernement s'est mis en communication avec la France à ce sujet et dans toutes les circonstances, je crois qu'il vaut mieux ne rien dire de plus quant à présent, je ne doute pas que la chambre approuvera ma réserve. Aussitôt qu'il me sera permis de parler opportunément, je saisisrai la première occasion qui se présentera pour donner à cet égard à la chambre tous les renseignements que je pourrai lui communiquer.

Après cet incident l'ordre du jour appelle la reprise de la discussion sur la motion de lord John Russell.

— M. Charles Lafitte vient d'être réélu à une immense majorité; il a eu 199 voix de plus que son concurrent le docteur Auzou.

— On écrit de Lisbonne le 13 février :

Les insurgés sont au nombre de 500, mais la révolte est toute militaire et d'aucune partie du royaume elle n'a reçu le moindre appui, elle a duré 10 jours et pas un village ne s'est prononcé contre le gouvernement. Il n'est guère douteux que sous peu de jours les insurgés ne soient forcés de se retirer au-delà de la frontière.

— Depuis sa fondation, l'Académie française a compté 373 membres; parmi lesquels : prince du sang, 13 cardinaux, 4 archevêques, 6 maré-

CE JOURNAL

PARAIT

TOUS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Jésuites.

A Paris, à l'Office-Correspondance de L'Insulaire et C^o, place de la Bourse, N° 5, où l'on reçoit les Annonces.

L'Insulaire Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

PAIX

DE L'ABONNEMENT.

Trois mois . . . 4 fr.

Six mois . . . 8 fr.

Un an . . . 16 fr.

Par le Courrier 20 fr.

Par l'Éclair 24 fr.

PAIX D'ABONNEMENT.

Diverses . . . 40 c.

Judiciaires . . . 30 c.

Les lettres et avertissements doivent être adressés à Paris.

Bastia.

Une discussion importante vient d'avoir lieu à la chambre des députés à l'occasion de la prise de possession des îles de Taïti par le contre-amiral Dupetit-Thouars. Nous n'avons pas à nous prononcer sur le fond du débat. La question était juridique, compliquée et elle a été tranchée en faveur du cabinet par une majorité de 46 voix. Nous comprenons très bien que l'opposition ait posé cette fois le débat sur un terrain où elle pouvait espérer rencontrer les sympathies du pays, mais ce ne pouvait être qu'à l'aide de suppositions odieuses; ce n'était qu'en présentant le cabinet français comme aveuglément dévoué aux volontés du cabinet anglais. La était toute la force de l'opposition s'adressant aux passions les plus respectables et les exploitant en vue d'une petite intrigue ministérielle. Ainsi, toutes les grandes questions sont rapetissées, amoindries et dès lors il y aurait plus que de la bonhomie à prendre au sérieux les grands débats et les grands sentiments soulevés par l'opposition. C'est ce que la majorité de la chambre a compris, et plus le piège qu'on lui tendait était spécieux, plus elle s'est présentée compacte et unie au combat. Le triomphe était à ce prix et elle l'a remporté.

En écartant donc cette influence inadmissible de l'Angleterre qu'on fait peser d'une façon si anti-patriotique sur la France, sacrifiant ainsi l'honneur de son pays au plaisir d'attaquer son gouvernement, la question restait celle-ci: le traité du protectorat conclu entre le roi des Français et la reine Pomaré avait-il été ou non ratifié par cette dernière, et la prise de possession de ses îles était-elle ainsi une réparation légitime de cette violation? Personne n'a contesté le mauvais vouloir de la reine Pomaré; les influences fâcheuses et hostiles qui cherchaient à la circonvenir contre la France; mais ces influences et ce mauvais vouloir ne datent pas de l'arrivée de l'amiral Dupetit-Thouars, et tout faisait espérer qu'avec le temps on parviendrait à les surmonter. Le dissentiment du ministère et de l'amiral a donc porté sur ce point que l'un a cru que le moment était venu d'en finir par un coup d'éclat avec Taïti, tandis que l'autre a pensé que ce moment n'était point arrivé et que tout n'était pas encore désespéré dans la position que l'on nous avait faite à Taïti. En politique un brusque dénouement n'est pas toujours une solution favorable; et la patience, le temps peuvent plus heureusement mettre fin à bien des difficultés. Pour nous, en isolant, ainsi qu'on doit le faire, de l'influence et des exigences anglaises, ce débat si vif et si passionné; en le circonscrivant dans ses limites raisonnables, réelles; en ne le compliquant pas de faits à l'existence desquels nous ne voulons ni ne pouvons croire, car nous avons confiance dans la loyauté du cabinet français, comme nous pouvons admettre la réalité des appréhensions de certains esprits, appréhensions que nous ne croyons pas fon-

dées, pour nous, le débat perd de son importance et de sa grandeur.

Mais ce n'est pas la précipitation ce qui nous a décidé à parler de cette affaire. Nous voulons examiner en peu de mots quelle a été la conduite du député de l'arrondissement de Bastia dans cette importante discussion. M. de Gasparin est monté à la tribune et le peu de sympathies qu'il avait excitées ici ses paroles de l'année dernière dans une discussion semblable, auraient pu faire espérer que M. de Gasparin, instruit par l'expérience, se serait enfin décidé à substituer à des questions étroites de religionnaire ardent et plein de prosélytisme, les questions qui regardent la France et ses intérêts. Il n'en a rien été. M. de Gasparin a vivement attaqué, tout en appuyant le cabinet, l'extension donnée à nos établissements maritimes dans l'archipel océanique, et s'il a combattu la conduite de l'amiral Dupetit-Thouars, c'a été simplement parce qu'il avait substitué au protectorat, blâmé par M. de Gasparin, la prise de possession. Puis, M. de Gasparin ne voulant et ne pouvant oublier sa position personnelle, sa conviction religieuse, qu'il n'avait rien à faire dans ces débats, il s'est attaché, bien maladroïtement et bien stérilement selon nous, à justifier la personne du missionnaire Pritchard, que tous les récits s'accordent à représenter comme ayant excité, nourri, exalté les défiances et les craintes de la reine Pomaré vis-à-vis de la France. Il est vrai qu'il l'a justifié incidemment, mais l'on sait que l'on réserve pour la fin la pensée qui vous préoccupe le plus, comme on confie au *Prosopium* d'une lettre, son idée la plus chère; puis, partant de là et de cette justification, qui ne convaincra personne, M. de Gasparin a fait un grand éloge des missionnaires protestants anglais, a vanté leur zèle, leur désintéressement. Ces éloges malheureusement ressemblent à des éloges impuissants paradoxes qui ne prouvent qu'une chose, c'est la constante, l'inflexible préoccupation que M. de Gasparin porte dans toutes les questions qu'il traite. Si pour Caton, tout se réduisait à la ruine de Carthage, pour M. de Gasparin, nous en avons bien peur, tout se réduit au succès et au triomphe du protestantisme ou même de quelque chose de moins général encore, de plus étroit, du méthodisme. Ainsi, grâce à M. de Gasparin, le missionnaire Pritchard, qui cependant pour être missionnaire n'en est pas moins anglais, n'a pas le moins du monde cherché à contre-balancer l'influence française, à combattre les intérêts français à Taïti! Certes voilà une conclusion pour le moins singulière, qui est en contradiction formelle avec tous les renseignements reçus, avec les assurances de l'opposition, les affirmations du gouvernement. Voilà cependant où l'esprit exclusif de convictions religieuses ardentes, impatientes peut conduire un esprit même distingué: tous les faits s'obscurcissent, se dénaturent et avec la meilleure bonne foi du monde et après s'être fait à soi-même une complète illusion, on vient donner à la chambre ses imaginations pour des réalités, auxquelles per-

sonne n'ajoute foi. Ces écarts fâcheux auxquels les convictions de M. de Gasparin le conduisent, ne nous ont pas frappé seulement et nous reproduisons plus bas l'appréciation d'un journal de Paris, qui, placé en dehors de tous les partis, n'apporte dans ses jugements aucune de ces préoccupations étroites qui pourraient faire suspecter l'impartialité de ses jugements. Ainsi donc M. de Gasparin n'a été nommé par les électeurs de la Corse que pour prendre à la chambre, dans toutes les occasions (et dussent même les intérêts de la France en souffrir, comme dans l'affaire Pritchard, si les conclusions de M. de Gasparin étaient exactes) la défense du protestantisme ou du méthodisme. Les électeurs étaient loin de penser qu'on ferait un tel usage de leur mandat. Les intérêts de leur pays avaient à leurs yeux une toute autre importance que le triomphe d'une petite secte religieuse ou la justification impossible d'un missionnaire anglais qui a contrarié tant d'opiniâtreté l'action de la France dans l'archipel océanique. En vérité M. de Gasparin se montre bien mal inspiré en cédant ainsi toujours à ses préoccupations religieuses, avec lesquelles notre pays est si loin de sympathiser et qu'il représente si mal par la même. La chambre des députés n'est pas un concile que nous sachions et les électeurs de la Corse n'ont pas été réunis pour donner un avocat officiel aux méthodistes français et anglais, voire même aux missionnaires anglais qui savent si bien allier la spéculation mercantile à la propagation religieuse et qui travaillent avec un patriotisme si anglais et par la même si peu français, à étendre l'influence de leur pays au détriment de l'influence française.

M. de Gasparin n'a pas hésité à blâmer la conduite de l'amiral français dans les mers de l'Océan pacifique, et sans attendre de nouveaux rapports. Mais par compensation il est beaucoup plus difficile quand il s'agit d'un missionnaire anglais, qui cumule il est vrai, avec le titre, les fonctions de consul anglais à Taïti. Pour lui la qualité de missionnaire couvre tout et il lui faut attendre des renseignements ultérieurs pour se prononcer sur la conduite de M. le missionnaire Pritchard. Voici le portrait que fait de ce consul, ou missionnaire, qui possède une foule d'autres titres et de fonctions, le *Bulletin de la Société Maritime*:

« Le chef des missionnaires anglais à Taïti se nomme Pritchard: c'est en même temps le consul d'Angleterre en cette résidence. Je ne saurais dire combien d'autres fonctions il remplit encore. De forgeron qu'il était à Londres, il est devenu législateur à Taïti. Il a rédigé (à sa convenance, bien entendu) les lois de l'île. Pritchard est l'acoucheur de la reine, son trésorier et son payeur; il sait au besoin se faire exécuter des hauteurs et servir une pièce de canon. C'est le premier commerçant de l'archipel. — C'est encore bien autre chose. »

Le bulletin de la Société maritime ajoute quelques détails intéressants sur les hostilités de divers agents européens dans l'île sauvage:

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

chaux de France, 20 ministres d'État, 15 précepteurs de prince, 30 de ces 373 membres ont été des hommes éminents, tels que Corneille, Racine, La Fontaine, Bossuet, Boileau, Fénelon, Voltaire, Montesquieu, la Bruyère, Buffon, d'Alembert, Cuvier, Casimir Delavigne.

Descartes, Pascal, Rotrou, Molière, Larochefoucauld, Ménéage, Saint-Réal, Bayle, Régnard, Piron, Chaulieu, Bourdaloue, J.-J. Rousseau et J.-B. Rousseau ne furent pas de l'Académie française.

Le temps ne paraît pas éloigné où la science substituera à la vapeur, trop dispendieuse, un agent plus facile à manier et en même temps aussi puissant. Le docteur Drake vient d'exposer à Londres une machine dans laquelle le gaz hydrogène carboné remplace la vapeur. C'est au moyen de l'électricité qu'on met le gaz en ignition; un mouvement de va-et-vient est imprimé à un piston qui fait 150 révolutions à la minute.

ANNONCE JUDICIAIRE.

On fait savoir à tous qu'il appartiendra, qu'en vertu et en exécution de deux jugements rendus par le tribunal civil de Bastia (Corse), l'un à la date du 1^{er} octobre 1842, l'autre du 18 novembre même année, dûment enregistrés, sur la demande 1^{re} du sieur François-Antoine-Noël Ajmò, caporal des canonniers, et du sieur Louis Delcorso, boucher, le premier père et tous deux tuteurs des mineurs Laurent (aujourd'hui majeur) Philippe et Marie-Madeleine Ajmò, frères et sœur Ajmò, agissant en leur dite qualité de tuteurs. 2^o Du sieur Barthélémy Ajmò, ouvrier tailleur d'habits. 3^o De la dame Rose-Catherine Puccinelli, veuve de feu Laurent Ajmò, tous, même les mineurs, propriétaires domiciliés et demeurants à Bastia et héritiers testamentaires, sous bénéfice d'inventaire, dudit feu Laurent Ajmò, en son vivant domicilié et demeurant à Bastia, et représentés par M^{re} Casevecchie avoué audit tribunal civil, demeurant à Bastia;

Et à la diligence de tous les demandeurs sus-nommés y compris le sieur Laurent Ajmò, militaire, et le sieur Philippe Ajmò, propriétaire, qui est intervenu et se joint aux poursuivants pour les droits qui lui compétent, tous les deux domiciliés et demeurants à Bastia, assistés dudit avoué;

Il sera procédé le vingt sept mars courant mois, à dix heures du matin, heures et jours suivants, au besoin, dans la salle où ledit tribunal tient ses audiences, au palais de justice dit des *Missionnaires*, devant M. Milanta, juge suppléant au même tribunal, délégué pour diriger les opérations dont s'agit, par le jugement précité du 18 novembre, à la vente aux enchères des biens meubles et immeubles appartenants, savoir les meubles, exclusivement à la succession de feu Laurent Ajmò, et les immeubles, en partie en pleine propriété et jouissance à la même succession et en partie indivisément aux hoirs de feu Laurent Ajmò et au sieur Philippe Ajmò frère de celui-ci, ainsi que le tout est énoncé et spécifié dans le cahier des charges du 12 juin 1843, dûment enregistré, combiné avec le supplément du même cahier des charges, aussi enregistré, fait sous la date du 20 février 1844 à la suite d'un incident élevé par le sieur Philippe Ajmò.

— Lesdits actes ont été déposés au greffe du tribunal précité, savoir, le cahier des charges, le 12 juin 1843, et son supplément le 22 février 1844.

Les effets mobiliers à vendre consistent en commodos, secrétaires, canapés, chaises, garde-robes, lits, etc., de quelques objets de vêtements et de quelques tonneaux, le tout usé.

Ces meubles se trouvent dans le domicile de ladite dame Rose Catherine veuve Ajmò, à Bastia, faubourg St-Joseph, maison Puccinelli; ainsi ceux qui le désirent peuvent se rendre dans ladite maison pour voir les meubles dont s'agit.

Désignation des immeubles à vendre par lots séparés et indication de leur mise à prix respective. Ces immeubles sont situés, dans la commune de Bastia, arrondissement de ce nom (Corse).

BIENS URBAINS.

1^o Tout le troisième étage, en montant, de la maison Ajmò, sis dans le faubourg St-Joseph de la ville de Bastia, tenant au-dessus à un étage du sieur Philippe Ajmò, et au-dessous à un étage appartenant indivisément à la succession de feu Laurent Ajmò, au sieur Philippe Ajmò et aux hoirs de feu dame Marie-Madeleine Ajmò femme du sieur Feretti Saverio, sur la mise à prix de cinq mille francs, ci. . . 5,000 fr. • c.

2^o La moitié du deuxième étage en montant, de ladite maison Ajmò. Cet étage est indivis entre les hoirs dudit feu Laurent Ajmò et le sieur Philippe Ajmò, propriétaires de la moitié, et les hoirs de ladite feu dame Feretti propriétaires de l'autre moitié: il a pour aboutissants, au-dessus le troisième étage énoncé plus haut au n^o 1^{er} et au-dessous un étage de la dame Marie Ajmò femme de M. Castel, capitaine-trésorier de gendarmerie. La mise à prix de ladite moitié de l'étage est de deux mille six cents francs, ci. . . 2,600

3^o La cave au rez-de-chaussée de ladite maison Ajmò, tenant d'un côté aux hoirs Puccinelli et de l'autre au sieur Filippi Jean-Martin. Cette cave est indivise, chacun pour moitié, entre la succession de feu Laurent Ajmò et le sieur Philippe Ajmò. Sa mise à prix est de mille cinquante francs, ci. . . 1,050

4^o Une petite pièce obscure (sottoscala) au rez-de-chaussée de la maison Ajmò, tenant de deux côtés à la cave désignée au n^o 3; d'un autre côté à l'escalier de la maison. Cette pièce appartient à la succession de feu Laurent Ajmò. Sa mise à prix est de cent vingt-cinq francs, ci. . . 125

5^o Deux écuries contiguës appartenant à la succession de feu Laurent Ajmò, sis à San Rocconcio, faubourg St-Joseph, tenant, celle vers le nord, d'un côté, aux sieurs Philippe Ajmò et Jean-Martin Filippi, et de l'autre côté à l'écurie ci-après désignée. L'autre écurie sise vers le sud, tenant d'un côté à l'écurie déjà désignée et de l'autre côté à l'emplacement des hoirs Puccinelli. La mise à prix de ces deux écuries est de deux mille cent trente-huit francs, ci. . . 2,138

TOTAL . . . 10,913

BIEN RURAL.

6^o Un terrain labourable clos à mur à sec, sis au lieu dit *Castagno*, territoire de la commune de Bastia, complanté en partie à oliviers, figuiers et autres arbres fruitiers, y compris la maisonnette et la carrière de pierres qui s'y

trouvent. Cette propriété rurale qui est indivise, chacun pour moitié, entre la succession de feu Laurent Ajmò et le sieur Philippe Ajmò, a une contenance d'environ 24 ares, et aboutit, d'un côté, au chemin public et de l'autre à la vigne du sieur Moretti Louis. La mise à prix, pour le tout, est de mille deux cents francs, ci. . . 1,200

TOTAL GÉNÉRAL . . . 12,113

La vente dont s'agit aura lieu comme dessus en présence des dits poursuivants ou de leur avoué, et en présence du sieur Jean-Vincent Chersis subrogé tuteur des dits mineurs Ajmò, commerçant, demeurant et domicilié à Bastia, ou lui dûment appelé.

Bastia, le 2 mars 1844.

L'Avoué des poursuivants, C. SEVECCHIE.

Enregistré à Bastia le deux mars 1844 folio 184 verso case 7, reçu un franc et dix centimes pour décime.

CASANOVA.

PHARMACIE POMONTI

BASTIA, AUX TERRASSES.

Assortiment d'appareils pour l'allaitement de dernier perfectionnement et très conditionnés. Bandages en tout genre pour cautères. Créosote-Bitard: seul spécifique contre le mal des dents.

AVIS

On a perdu à la fin du mois d'août dernier: 1^o une montre en or, à savonnette, auteur fluite du Genève, ayant sur son boîtier un écusson en émail, surmonté d'une couronne princière, avec clef et petite chaîne en or; 2^o un cœur en cristal, garni en or, renfermant des cheveux et portant une inscription sur chacune de ses faces.

Celui qui aurait trouvé ces deux objets, est prié de les adresser, à l'évêché, par la voie d'un des curés du diocèse, ou de toute autre personne; on lui fera tenir pour récompense la somme de 300 fr. soit par le porteur ou par tout autre canal que l'on voudra indiquer.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 29 février au 6 mars 1844.

ARRIVÉES.

Newcastle. bk-gte anglais Exila, c. Badell, bouill. Portoferrajo. balancelle toscane St-Louis, c. Sederi, lest. Marseille. bk-gte Constance, c. Rogliano, divers. Rome. bk-gte St-Antoine, c. Guasco, pozzellane. Portovechio. bœuf Conception, c. Loquente, pi. Livourne. bât. à vap. Télégraphe, c. Lota. Marseille. paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches. Toulon. bat. à vap. Sebastiani, c. Valzi.

DÉPARTS.

Marseille. brick Valéry Jean, c. Sciacalaga, fonte en fer. Livourne. mistick Conception, c. Bonelli, lest. Livourne. mistick Assomption, c. Thiers, lest. Livourne. bk-gte Conception, c. Maroni, lest. Livourne. bât. à vap. Gola, c. Bugliani. Livourne. bât. à vap. Télégraphe, c. Lota.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

Pritchard a quitté l'Angleterre en 1810, emportant avec lui une haine contre la France. La reine Pomaré n'a guère connus les Français que par l'intermédiaire de Pritchard; or, on peut juger quelle opinion elle s'en était faite; étourdi par les conseils de cet homme dangereux, et incapable de prendre un parti d'elle-même, elle fuyait toutes les fois qu'elle apercevait un de nos bâtiments de guerre. Pour augmenter ses inquiétudes et ses craintes, au lieu de chercher à les calmer, le consul français venait la menacer, au nom de la France, lorsque Pritchard la menaçait au nom de l'Angleterre.

Le consul de France à Taïti est un sieur Moerenhout, Belge de nation, le consul américain est M. Blactet. Ces trois hommes étaient, avant notre protectorat, toujours en discussion devant Pomaré, et se haïssaient entre eux; la reine ne savait auquel entendre.

Le secrétaire et interprète de la reine est un nommé Salmon, fils d'un convict de Sydney. Il a été placé près d'elle par le consul-missionnaire Pritchard; il vient de se marier à une nièce de Pomaré. Cet homme a toute l'animosité qu'il est possible à un Anglais d'avoir contre la France.

Les principaux des grands chefs dont il est question dans les proclamations de l'amiral Dupetit-Thouars et de la reine sont Taï et Otam. Le premier déjà vieux, conserve encore beaucoup d'énergie et jouit d'un grand pouvoir. Le crédit qu'il a dans l'île, son influence, son autorité, serviraient à établir notre domination si nous savions obtenir son appui. Otam est son ami intime, et son influence peut nous être d'un grand secours.

Un homme qui ne doit pas être oublié, c'est le roi de Borabora, le premier mari de Pomaré; c'est le naturel le plus résolu de l'Océanie. Il défie les missionnaires anglais, il aime les Français, il s'attache facilement à nous, si, réellement jaloux de nous établir sérieusement dans ces parages, nous laissons ce qu'il faut pour nous l'attacher. Borabora possède un beau port. C'est un point à occuper.

Tous ces chefs demandent à être attirés par de bons traitements, et à être flattés par des présents. Il leur faut des fêtes et des repas, car ils siment tous la table à Taïti.

On le voit, M. de Gasparin porte sa conviction religieuse si loin qu'il s'expose à devenir la dupe, ainsi que le dit *La Démocratie Pacifique*, d'un homme par cela seul qu'il est missionnaire protestant. Ce n'est point là faire preuve de tact et d'habileté.

Voici quelques unes des réflexions que fait la *Démocratie Pacifique* sur le discours que M. de Gasparin a prononcé dans la discussion de Taïti. Ces réflexions impartiales quoique sévères nous paraissent pleines d'à-propos et de vérité :

M. le vicomte de Gasparin, appelé à la tribune par l'intérêt de ses convictions religieuses très connues, a eu le bon goût de ne pas insister sur une question particulière qui aurait prolongé inutilement le débat. L'honorable député s'est borné à protester, au nom des principes de justice, contre l'acte de violence commis au préjudice de la reine Pomaré. Il a déclaré que l'exemple de ces procédés mauvais, nous fit-il doublement par une nation rivale, ne devait pas être suivi par la France généreuse. Certes, nous voyons avec plaisir, nous honorons ces manifestations du zèle religieux, même lorsque ce zèle est un peu aveugle. Il est bon que les principes de l'éternelle justice trouvent des défenseurs à la chambre. Cependant il importe de ne pas se laisser égarer à la suite de ces enthousiastes, qui ne tiennent pas compte de la pratique des affaires et de l'état des choses où

s'agitent les nations civilisées. Avec les allures chevaleresques de M. de Gasparin, la France, jouant vis-à-vis des autres nations un rôle de dupe, perdrait sa considération, son influence, et, conséquemment, ne serait plus capable de prendre une part utile dans la grande œuvre de la civilisation et de l'unité du monde.

Nous avons entendu avec un profond regret M. le vicomte de Gasparin protester contre la politique colonisatrice. Il s'est écrié aujourd'hui qu'il fallait décourager ces imaginations ruineuses qui veulent entraîner le pays à s'étendre en Algérie, dans les mers du Sud, à Madagascar et jusqu'à Saint-Domingue. Comment est-il possible qu'un de nos députés les plus jeunes condamne l'idée de l'agrandissement de la France par l'extension colonisatrice? Comment se fait-il qu'un homme, dont le cœur honnête s'intéresse par dardentes sympathies au sort des races noires asservies, en vienne à cette étrange contradiction de repousser la colonisation qui sauve les peuples de la barbarie, comment peut-il refuser à la France la mission glorieuse de porter, elle aussi, sur tout le globe le flambeau de la civilisation?

Quelques journaux de Paris annoncent que M. de Gasparin, député de Bastia, va recevoir une mission du gouvernement pour se rendre aux îles de Taïti et Marquises. Nous ne savons quel peut être le fondement de ce bruit, et à moins que ce ne soit une manière d'apprécier ses discours prononcés l'année dernière et cette année dans la discussion relative aux possessions françaises dans l'Océanie, nous ne comprenons guère la portée de cette épigramme. Après tout, elle serait une critique assez sage de la direction qu'a prise M. de Gasparin qui, dans la question importante des établissements français dans la mer du sud, a voulu voir une question de propagande protestante.

Le 29 février dernier, M. le Ministre des travaux publics a présenté à la chambre des députés un projet de loi pour l'amélioration de différents ports du royaume. Nous espérons que Bastia figurerait dans ce nombre; mais nous avons été déçus. Les ports dont il s'agit sont ceux du Havre, de Bordeaux et de Marseille. Nous n'abandonnons pas cependant l'espoir que les Chambres ne soient saisies cette année de la question qui préoccupe si fortement Bastia et la Corse. La session n'est pas encore avancée et M. le Ministre aura encore le moyen de faire venir, en temps opportun, le port de Bastia. Les plans relatifs aux travaux de ce dernier sont arrivés à Paris et rien ne s'oppose dès lors à ce que le Ministère prenne l'initiative d'une mesure réclamée, à tant et de si justes titres, depuis de si longues années.

Le projet de loi sur les fonds secrets a été présenté à la Chambre des députés le 5 mars dernier par M. le Ministre de l'intérieur. Le vote de cette loi ne saurait faire question surtout après l'imposante majorité qu'a obtenue le Cabinet, lors de la discussion de l'affaire de Taïti. Les questions ministérielles doivent être épuisées, au moins pour cette session, et l'opposition ferait sagement, puisqu'elle doit avoir renoncé à l'espoir de renverser le cabinet, de ne plus entraver la marche des affaires et de se consacrer exclusivement à améliorer les lois qui lui seront présentées. Cela serait beaucoup plus sage de sa part et plus utile même pour elle et surtout pour le pays.

Le Recteur de l'Académie de la Corse, chevalier de la Légion d'honneur;

Vu le règlement du 14 juillet 1840;

ARRÊTÉ :
Art. 1^{er}. La quatrième session de la commission des lettres établie à Ajaccio, s'ouvrira dans la première quinzaine du mois d'avril.
Art. 2. Les candidats doivent se faire inscrire au secrétariat de l'Académie avant le 15 mars courant, et transmettre, pour cette époque leurs certificats d'études et l'extrait de leurs actes de naissance. Ce terme est de rigueur pour les candidats porteurs des certificats d'études domestiques; les certificats d'études universitaires pouvant être admis jusqu'au jour qui précède l'ouverture des examens.
Art. 3. Les chefs des établissements de l'université en Corse seront ultérieurement informés du jour où commenceront les dits examens.
Fait à Ajaccio, le 9 mars 1844.
C. HUART.

MONUMENT PAOLI.

Une commission vient de se former dans la ville de Sartene. Elle se compose de MM. Pietri ex-préfet, Président; Montera, président du tribunal civil; Casanova, maire; Bartoli, avocat, et sous-préfet; Susini, avocat, ex receveur des finances; Ortolli, juge de paix; Pietri Antoine, François de feu Antoine-Marc; Tavera Dominique, négociant; Rocaserra, Antoine-Vincentello, capitaine en retraite; Susini, Jean-Baptiste, médecin; Florimond Saxini, secrétaire de la commission.

Il a été décidé que l'on se mettrait en communication directe avec la Commission centrale de Corte. De tels exemples seront, sans doute suivis dans toutes les villes et principales communes du département.

On nous prie de rectifier de la manière suivante une lettre insérée dans notre dernier N^o.

C'est uniquement parce que le mouillage n'était plus tenable, à cause du mauvais état de la mer, et non pour se soustraire au paiement des droits dus à la douane française, que le capitaine Sideri, commandant le navire toscan, le St-Louis, a dérapé subitement, le 19 février dernier, de la plage de Calzarella, emmenant avec lui deux agents de l'administration placés en surveillance à son bord. Après avoir fui devant la tempête jusqu'à Portoferraio, ce capitaine s'est empressé, aussitôt que le calme a été rétabli, de venir au port de Bastia, conduire les deux douaniers restés sur son bâtiment et acquitter les taxes dont il était débiteur.

Ces nouveaux détails sont le résumé d'un rapport de mer authentique déposé à la douane de notre ville par le capitaine Sideri.

Par arrêté de M. le ministre des finances du 1^{er} mars, M. Casale percepteur-surnuméraire a été nommé à la perception de Yezani (Artondissement de Corte) en remplacement de M. Lucciardi, démissionnaire.

Un second arrêté du même jour nomme M. Stefanopoli, Jean-César, percepteur-surnuméraire en remplacement de M. Casale.

M. Cesari, caporal, commandant le détachement des voltigeurs Corses à Furiani nous a adressé une lettre en réponse à l'article inséré dans notre précédent N^o. L'abondance des matières nous oblige à en renvoyer l'insertion au prochain N^o.

Nouvelles Diverses.

La reine Christine est entrée le 4 à Barcelone

au milieu des plus vives acclamations. S. M. devait se rendre par terre à Taragone où elle s'embarquera sur le Lavoisier pour se rendre à Valence.

Les préparatifs du siège d'Alicante continuaient le 29.

Les élections municipales de Valence sont dans la couleur modérée.

M. l'abbé Combalot a été condamné par la cour d'assises de la Seine à 15 jours de prison et 4,000 fr. d'amende.

M. de Larochejacquelin a été réélu à Plœmel par 155 voix contre 70 données à M. Gailhard de Kerbertin.

Des lettres de Goritz annoncent que la maladie de M. le duc d'Orléans a pris un caractère plus grave et que les forces du prince considérablement affaiblies finissent par s'éteindre entièrement. Les médecins de S. A. ont dû préparer la famille royale à la catastrophe dont elle est menacée.

Le résultat des dernières correspondances de Lisbonne du 29 février, que le mouvement insurrectionnel a perdu le peu d'intérêt qu'il pouvait avoir.

On écrit de Florence, 5 février :

Les arts viennent de faire une perte douloureuse. Le commandeur Pierre Benvenuti (d'Arezzo), l'un des peintres les plus distingués de l'Italie, vient de succomber dans notre ville, à une longue et cruelle maladie. Il était âgé de 75 ans, et, dans sa longue carrière, il avait partagé les triomphes de Landi et de Camuccini. Il restera de lui des monuments durables, et entre autres les fresques dont il a décoré la magnifique coupole de la chapelle où sont les tombeaux des Médicis, dans l'église de San-Lorenzo.

M. Barrot a quitté Taïti le 18 janvier sur la corvette l'Aube, après avoir terminé les négociations dont il était chargé et qui n'ont point pris la tournure que désirait le gouvernement haïtien. Celui-ci n'a obtenu aucune remise sur le montant de sa dette et aucun délai ne lui a été accordé pour le paiement des arrérages échus.

M. Barrot a emporté avec lui un compte de 300 mille piastres fortes.

La Néréide portant le pavillon du contre-amiral de Moges est restée avec les bricks *Génie* et *Papillon* en rade de Port-Républicain.

Lettre sur la Corse, par M. MERMILLION.

Paris 12 février.

Monsieur,

Si l'antique hospitalité suisse n'est plus aujourd'hui qu'un mot, il n'en est pas ainsi de celle des Corses. Sans doute cette vertu est peu onéreuse dans un pays où les communications sont si difficiles et les voyageurs si rares; sans doute elle devra nécessairement s'atténuer lorsque les touristes, en se multipliant, auront daigné faire de cette île le but de leurs pérégrinations; mais, telle qu'elle est, on ne saurait se défendre d'en admirer la bonhomie et la cordialité. Et que deviendrait, à son défaut, je vous prie, le malencontreux voyageur réduit aux ressources d'un gîte payé? Car c'est seulement à Bastia et à Ajaccio qu'on trouve des hôtels ou quelque chose d'approchant. Je ne parle que pour ordre des auberges de Calvi et de Sartene, que Dieu merci! je n'ai point connues, et pour mémoire de l'hôtellerie de Corte, que malheureusement je connais trop bien. Mais ayez en Corse un ami, un unique ami; soyez inconnu d'ailleurs sans lettres de crédit, sans recommandations du continent; quelques lignes de sa main vous ouvriront de proche en proche toutes les portes, et non seulement vous trouverez partout où vous dirigerez vos pas un accueil sincère et empressé,

mais encore on se disputera le plaisir de vous recevoir et de vous héberger. Pour moi, lié avec une de ces familles patriarcales dont j'ai déjà écrit le nom, et que j'avais connue pour la première fois, il y a quarante ans, en Italie, je me vis, grâce à sa prévoyance affectueuse, l'objet d'un accueil d'autant plus précieux qu'il m'a donné l'occasion d'apprécier intimement les hommes les plus distingués d'un pays où il s'en rencontre tant. J'ai pu en même temps juger du caractère de cette hospitalité proverbiale et non menteuse, qui s'offre avec une gravité simple et sans ostentation, et que j'aurais suffisamment dépeinte en ajoutant qu'il est peu de demeure aisée où l'on ne tienne en réserve une pièce, dite la chambre des étrangers; que la famille n'habite jamais, et dans laquelle se trouve rassemblée, au détriment parfois des autres pièces, tout ce que la modique fortune du maître lui a permis de faire pour l'agrément et le confort de ses hôtes.

La tempérance et la frugalité des Corses sont aussi célèbres que leur hospitalité. Du pain d'orge grossier, le plus souvent du broccio, c'est-à-dire un fromage fait du lait de leurs brebis ou de leurs chèvres; ou un peu de polenta, pâte fermentée de farine de châtaignes; tel est l'aliment ordinaire des classes inférieures. On peut affirmer que la sobriété de leurs habitudes est une des principales causes du peu d'inclination qu'ils ont pour les travaux manuels. Leur fierté y contribue aussi, il est vrai; car ils croient qu'il répugne à la dignité de l'homme de remplir des fonctions domestiques et même de labourer en salarie d'autres champs que les siens. Or, comme les Corses possèdent peu de numéraire, et que leurs besoins sont très restreints, ils se contentent de cultiver ce qui suffit aux nécessités de leur existence, et laissent en friche ou plutôt en makis la plus grande partie de leur propriété, sans même prendre soin de les enclorre, mais non sans se montrer excessivement jaloux d'en maintenir l'inviolabilité. De là une foule de querelles qui se résolvent tantôt en violences, tantôt en procès, source eux-mêmes d'animosités sanglantes. De là encore ces usages si préjudiciables aux progrès agricoles et à la conservation des bois, cette vaine pâture qui exerce sur toute l'étendue du territoire les bergers et leurs innombrables troupeaux. C'est dans ce département surtout que se font sentir les vices de notre législation rurale, le besoin d'une meilleure organisation des gardes champêtres, celui d'une responsabilité qui rende leur institution vraiment efficace. Les bergers, les chèvres et les communaux, voilà les trois plaies de la Corse : les bergers, parce qu'ils ne possèdent un pouce de terrain, il leur suffit d'achever quelque mouton pour s'établir en maître sur tout un canton, promenant leurs bestiaux, suivant les saisons, de la plaine à la montagne, et vice versa, et vivant ou trafiquant de leurs produits, à la face des propriétaires qu'ils intimident en les ruinant, et du fisc qui ne sait pas où les atteindre; les chèvres, parce que, plus nuisibles que les bêtes fauves, dont elles font presque regretter la disparition et qui du moins en diminuaient le nombre, elles portent jusque dans les champs clos leur dent rongeuse et dévastatrice; les communaux enfin, parce que, faute d'être divisés, ils ne constituent qu'une possession précaire, d'un intérêt trop limité pour que les ayants-droits apportent à leur culture les soins persévérants et coûteux qui seuls pourraient la rendre fructueuse. Déjà, sur plusieurs points, ces biens communaux ont commencé d'être partagés et les résultats de cette mesure, toute partielle qu'elle est, ont prouvé quels immenses avantages en pouvait naître pour la prospérité publique, l'améliora-

tion des systèmes agronomiques, et la consolidation de l'ordre même. Que l'administration entre plus avant dans cette voie, qu'elle incite les autorités locales à l'y secourir, et l'on verra disparaître peu à peu ces makis incommensurables qui couvrent la Corse d'une extrémité à l'autre, et qui sont un double fléau pour elle, tant par l'obstacle qu'ils apportent à sa culture que par le refuge qu'ils assurent à ses malfaiteurs.

Un des obstacles les plus désastreux qui s'opposent en Corse aux perfectionnements et à l'extension de l'agriculture, soit de l'insalubrité du climat dans les plaines voisines de la mer. Or c'est dans ces parties précisément que l'extrordinaire fécondité d'un sol d'alluvion semble appeler les efforts de l'industrie. Il suffit d'avoir parcouru ces plages fertiles et étendues pour comprendre les ressources infinies qu'elles offrent à des bras intelligents, et combien l'administration a lieu de se reprocher l'insouciance avec laquelle elle laisse décamer chaque année les populations par un fléau que des travaux raisonnés et moins dispendieux qu'on ne suppose ne tarderait pas à faire disparaître. C'est dans la saison surtout où le cultivateur doit se livrer au soin des récoltes, que le mauvais air le chasse de la plaine et le force, sous peine de mort, à se réfugier sur les hauteurs. Aussi voit-on les campagnards quitter leurs travaux les plus urgents avant que le soleil ne descende à l'horizon, et gagner à la hâte les villages, situés souvent à de grandes distances; car la chute du jour, aussi bien que l'heure du matin, est accompagnée de vapeurs et d'exhalaisons malsaines qui échappent de ces terrains marécageux, et qui portent avec elles le germe de fièvres intermittentes dont l'atteinte pardonne rarement. Procurer l'écoulement des eaux qui descendent des montagnes, opposer des digues à l'envahissement périodique de la mer, multiplier les plantations qui absorbent l'humidité de l'air, tel serait le devoir du gouvernement et le moyen de ramener la population sur ces rivages, dont elle se éloigne qu'à son corps défendant, parce que c'est la seulement qu'elle peut développer les éléments de bien-être et de progrès qu'on lui reproche injustement de n'avoir pas su utiliser encore.

L'espace me manque, Monsieur, pour vous entretenir en détail d'une source de richesse que la nature a créée comme à profusion en Corse : je veux parler de ces carrières innombrables de marbres variés, de granit, de porphyre, de vert antique, etc., que l'état déplorable des communications rend aussi improductives que si elles n'existaient pas. Quel ne peut être l'avenir d'un pays où, indépendamment de ces trésors, vous trouvez sous la même latitude et selon les diverses zones, toutes les productions des climats tempérés, jointes à celles des régions intertropicales; où, à côté de nos arbres fruitiers, à côté de vignobles dont les produits n'ont besoin que d'être connus pour être appréciés à l'égal des crûs de l'Espagne, le mûrier, le figuier de l'Inde, le palmier, l'oranger, l'olivier, etc.; déploient leur végétation luxuriante et étonnent l'œil par leurs proportions inaccoutumées? Tandis que nous sommes encore tributaires de l'étranger pour nos huiles et nos soies grêges, à vingt heures de nos côtes s'élève une possession française qui suffirait seule à ces besoins de notre consommation, si une administration intelligente savait développer ses ressources; et qui, même dans l'état actuel de sa culture et de son industrie arriérées, n'exporte pas pour moins de cinq ou six millions en numéraire d'huiles propres à la fabrication. Que sera-ce donc quand elle aura appris à moins compter sur l'exportation privilégiée de son sol pour multiplier ses plants, et à perfectionner ses méthodes pour en



améliorer les produits? Ainsi du reste. Il n'est point jusqu'à la pêche qui n'offre dans ces golfes et sur ces rivages de précieuses ressources, abandonnées par la nonchalance et l'impéritie des habitants à l'industrie des étrangers. Et cependant il y a la encore l'élément d'une double richesse, en y comprenant le concours qu'apporterait à notre puissance nationale une population maritime qui compte déjà à cette heure 4,257 marins inscrits, dont 3,058 pour l'arrondissement de Bastia!

ANNONCES.

VENTE JUDICIAIRE.

Il sera vendu aux enchères publiques :

1^o Un bien rural dénommé *Murattello* ou soit *Gallitella*, de la contenance d'un hectare et demi, une seule pièce complantée à oliviers avec une petite source d'eau dans le haut, confinant avec biens des héritiers de feu Pierre-Paul Franceschini de Corbara, d'autre côté avec terre de Jean-Paul Liccia de Monticello et avec chemin public, dévolu ledit bien par les conjoints André et Rose Roncagolo, née Marini, négociants et propriétaires demeurant à l'île-Rousse. La mise à prix dudit bien est de 2,600 fr.

2^o Un autre immeuble *Chiosella* ou soit *les Piazze* où sont deux pieds d'oliviers appartenant au sieur Benoit Roncagolo, aboutissant de toutes parts avec ledit immeuble *Chiosella* où ils sont plantés : mise à prix 200 fr.

3^o Le bien rural dénommé *Monachello*, de la contenance d'environ soixante-quinze ares, complanté à oliviers, aboutissant d'une part avec bien d'Antoine Liccia de Monticello, et des deux autres côtés avec chemin public, dévolu par le sieur Benoit Roncagolo domicilié à l'île-Rousse : mise à prix 1,000 francs.

4^o Un autre immeuble, dénommé *Piedi San Quilico* de la contenance d'environ un hectare et demi, complanté à oliviers et amandiers et autres arbres fruitiers, tenant au fonds avec chemin public, d'un autre côté avec bien de Charles François Giorgi et d'autre côté avec biens de Joseph Mariani de Monticello, dévolu par les conjoints André Roncagolo et Rose Roncagolo née Marini, négociants et propriétaires demeurant à l'île-Rousse : mise à prix 2,400 fr.

Tous les dits biens sis dans la commune de Monticello, arrondissement de Calvi.

5^o Le bien rural dénommé *Vaitanaccia*, de la contenance d'environ soixante-quinze ares, consistant en une pièce complantée à vigne, oliviers et autres arbres fruitiers, en deux autres petites pièces séparées par le chemin qui conduit à la porte du jardin, complantées à figuiers de barbarie et quelques oliviers dans le haut, et dont l'une, c'est-à-dire la plus élevée, contient aussi un petit hangar couvert et adossé à ladite maisonnette du jardin susdit, confinant des deux côtés avec chemin public et des deux autres côtés avec bien du sieur Benoit Roncagolo susdit, desquels il est séparé par un mur divisor, dévolu par les conjoints Jacques Gratusso et Marie Catherine Gratusso, née Roncagolo, négociants et propriétaires, demeurant à l'île-Rousse : mise à prix, 1,800 francs.

6^o Le bien rural *Vaitanaccia*, de la contenance d'environ un hectare, consistant dans une pièce de terre arable complantée à oliviers et quelques amandiers; autre pièce de la contenance d'environ quinze ares, complantée à citronniers et oranges, avec mur divisor et de soutènement en un réservoir à eau, confinant avec bien de Benoit Roncagolo susdit et des sieurs Jean-Paul Padovani de S^{te} Reparata, dévolu par les conjoints André Roncagolo et Rose Roncagolo née Marini, négociants et propriétaires demeurant à l'île-

Rousse, immeubles où se trouvent plusieurs pieds d'oliviers appartenant au sieur Suzzoni et frères Olivi de S^{te} Reparata : mise à prix, 1,700 francs.

Les deux parties désignées ci-dessus sous la dénomination de *Vaitanaccia* séparées par des murs divisoires récents, mais toutefois se tenant ensemble forment un même immeuble entouré d'un mur en pierres, et lesdits biens *Vaitanaccia* sis dans la commune et territoire de l'île-Rousse, arrondissement de Calvi.

7^o Deux pieds d'oliviers, dans le bien *Saline*, appartenant, les deux pieds d'oliviers, au sieur Benoit Roncagolo, aboutissant avec ledit immeuble, et avec chemin public, dans lequel immeuble ils sont plantés; et lesdits deux pieds d'oliviers situés dans le territoire de S^{te} Reparata, arrondissement de Calvi : mise à prix 50 fr.

8^o La moitié du moulin à huile et ressource qui se trouve dans la même bâtisse où il existe un moulin à farine dénommé *Tecchia*, qui appartient au sieur Don Martin Orticoni de Monticello et que celui-ci a vendu au sieur Simonetti Malaspina Bonaventura de Ville, situé au lieu appelé *Fiume Reggio*, territoire de la commune de Speloncato arrondissement de Calvi, aboutissant avec ledit moulin à farine et avec chemin public : au moment de la saisie non exploitée; avec ses fossés et sites en dépendants, avec ses tournants virants et travaillants et autres ustensiles généralement quelconques y appartenants et nécessaires à son exploitation; saisi sur le sieur Castelli Joseph négociant demeurant à Marseille, tiers détenteur, et en tant que de besoin sur le sieur Benoit Roncagolo susdit : mise à prix, 1,000 francs.

9^o Le tiers indivis du moulin à farine et ressource situé au lieu appelé *Trascia*, territoire de la commune de Ville arrondissement de Calvi, aboutissant d'un côté à la rivière et d'autre part à un immeuble appartenant à l'église de St-Antoine et dans le moment exploitée; dont le tiers indivis est dévolu par le sieur Joseph Castelli négociant domicilié et demeurant à Marseille, avec ses tournants virants et travaillants et autres ustensiles généralement quelconques y appartenants et nécessaires à son exploitation, ainsi que les sites et fossés contigus et dépendant dudit moulin spécialement la pièce dite *Vignarella* de la contenance d'environ une are, et la pièce dite *Bargolaccio*, de la contenance d'environ une are : mise à prix, 1,000 fr.

10^o Le tiers indivis du moulin à huile et ressource sis au lieu dit *Pelle* territoire de la commune de Ziglia, arrondissement de Calvi, confinant d'un côté avec immeuble du sieur Victor Orsatelli et des hoirs de feu Octavien Orsatelli tous de Cassano, et d'autre part avec chemin public et la rivière, indivis et dévolu par le sieur Joseph Castelli négociant domicilié et demeurant à Marseille, tiers détenteur, avec ses tournants virants et travaillants et autres ustensiles généralement quelconques y appartenants et nécessaires à son exploitation, ainsi que les sites et fossés contigus de ce même moulin, les deux tiers dudit moulin appartenant au sieur Antoine Gregorj de Bastia : mise à prix, 1,000 fr.

11^o Un étage supérieur d'une maison en ruine jadis la propriété de feu Noël Amadei propriétaire demeurant à Algajola, laquelle maison ou étage supérieur se trouve adossée sur un magasin vouté appartenant au sieur Antoine Marie Giuliani d'Algajola, avec lequel elle confine et aboutit, ainsi qu'avec la propriété du sieur Jean-Baptiste Franceschini demeurant à Algajola, et est située à l'Algajola arrondissement de Calvi, rue nommée *Castagnola*, n'est point habitée, et ne porte point de numéro; ladite maison ou soit ledit étage supérieur au sieur Antoine-Marie Giuliani,

dévolu par le sieur Benoit Roncagolo négociant domicilié et demeurant à l'île-Rousse : mise à prix 50 fr.

Tous les susdits immeubles saisis à la requête des sieurs Casimir Cayol et compagnie négociants en liquidation, et poursuite et diligence du sieur Cayol Casimir, ainsi qu'à la requête dudit Cayol en son propre et privé nom, mais toujours agissant dans un même intérêt et dans l'objet d'une cause commune, les susdits requérants propriétaires domiciliés et demeurant à Marseille, qui ont pour leur avoué M^r Filippi licencié en droit postulant au tribunal civil saisi à Calvi, y demeurant, qui est chargé d'occuper pour eux, sur ledit sieur Benoit Roncagolo propriétaire domicilié et demeurant à l'île-Rousse, par procès-verbal de l'huissier Bernardini, qui commence en date du 10 octobre 1843, transcrite au bureau des hypothèques de l'arrondissement de Calvi le 30 octobre 1843, le tout dûment enregistré.

La quelle saisie immobilière se poursuit devant le tribunal civil de l'arrondissement de Calvi, département de la Corse, et dont l'adjudication aura lieu dans la même ville, et à l'audience du dit tribunal du 9 avril 1844, à midi.

Fait à Calvi le 21 mars 1844.

L. N. FILIPPI,
Avoué licencié en droit.

VENTE VOLONTAIRE
POUR CAUSE DE DÉPART.

Le public est prévenu que le 20 Mars, il y aura, au Quartier-général, vente aux enchères du mobilier appartenant à M. le Lieutenant-Général B^{on} Desmichels.

On pourra prendre connaissance des objets composant ledit mobilier, les 17, 18 et 19 courant.

SIROP ANTI-NERVEUX.

L'expérience a prouvé qu'il est employé avec succès dans les affections nerveuses de l'estomac et des intestins. Il excite l'appétit, rétablit la digestion, guérit les gastralgies, détrit la constipation. S'adresser dans les bonnes pharmacies et directement chez Laroze ph. rue Neuve des petits champs, N° 26 à Paris. (678r)

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 7 au 13 mars 1844.

ARRIVÉES.

Livourne. b. à vap. Golo, c. Bugliani. blé.
Livourne. b. à vap. Télégraphe, c. Lota.
Livourne. tartane Vierge des Carmes, c. Osé, div.
Livourne. gondole. Conception, c. Gabrielli blé.
Livourne. mistick Assomption, c. Thiers, blé.
Livourne. mistick Assomption, c. Streiti, blé.
Macinaggio. gondole. St-Simon, c. Filippi, vin.
Macinaggio. gd. Annunciation, c. Francioni, vin.
Luri. gondole. Trinité, c. Cerroni, vin.
Luri. gondole. St-Antoine, c. Santelli, vin.
Philippeville. brick Beaujolais, c. Martin, relâche.
Ajaccio. b. à vap. Sebastiani, c. Valzi.

DÉPARTS.

Marseille. paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.
Ajaccio. b. à vap. Sebastiani, c. Valzi.
Livourne. b. à vap. Télégraphe, c. Lota.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

CE JOURNAL

PARAIT

TOUTS LES JOURS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Juifs.

A Paris, à l'Office Correspondances de L. JOLIVET et C^{ie}, place de la Bourse, N° 3, ou l'on reçoit les Annonces.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX

DE L'ABONNEMENT.

Trois mois, 4 fr.

Six mois, 8

Un an, 16

Pour le Continent 20 fr.

Pour l'Étranger, . . 24

POUR L'INSERTION.

Diverses, 40 c.

Judiciaires, . . . 35 c.

Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

Bastia.

Nous n'avons jamais attaché grande importance aux querelles que l'opposition cherche à faire au gouvernement, par une raison bien simple, c'est qu'il est rare que l'opposition elle-même apporte une loi bien considérable aux doléances qu'elle exprime plus ou moins vivement. Derrière la question de principes qu'elle soulève, il est bien rare qu'il n'y ait pas une étroite question personnelle cachée, qui voudrait ainsi, à l'aide de ce passeport éclatant, arriver tout doucement à une solution si vivement désirée. Quant aux oppositions extrêmes de droite et de gauche, il est bien évident que sous toutes leurs déclamations d'arbitrage, avec l'espoir du succès et les efforts pour le réaliser, le desir d'un nouveau bouleversement politique. Comme, sous ce rapport nous n'avons rien à apprendre et rien à oublier, nous ne nous laissons entraîner par aucun des grands mouvements de l'opposition et nous apprécions ses réclamations non sur le retentissement qu'elle y attache elle-même, mais sur leur valeur véritable. Nous n'avons qu'un médiocre goût à jouer le rôle de dupes. Qu'après cela, autour des chefs de l'opposition, que parmi ces chefs eux-mêmes il y ait beaucoup de personnes sérieusement convaincues de la grandeur de l'œuvre qu'accomplit l'opposition, cela est possible et nous l'admettons volontiers, mais cette bonne foi, ces dispositions d'une crédulité naïve ne changent en rien le fond de la question. Ce n'est pas par la masse des partis qu'on peut apprécier les partis; le secret de leur force ou de leurs tendances est dans la tête qui dirige et non dans les bras qui exécutent.

Les derniers événements ont prouvé de nouveau avec une évidence de plus en plus claire, combien nous agissons avec prudence en n'acceptant les doléances de l'opposition que sous la réserve d'un large et impitoyable inventaire. Ainsi l'opposition, après avoir subi déjà une dizaine d'échecs, est venue réclamer une modification à la loi électorale, et il s'est trouvé que les plus ardents à solliciter cette réforme étaient précisément ceux-là même qui, moins il y a bientôt quatre ans, avaient été les plus ardents à enterrer, suivant l'expression confidentielle de l'un d'eux, cette même réforme. Comment prendre dès lors au sérieux les débats et l'éloquence dépeçée pour le triomphe d'une cause, dont au fond on se souciait très peu, puisqu'alors qu'on pouvait la faire triompher, on y a renoncé.

La question de Taïti a offert les mêmes contrastes et les mêmes inconséquences, seulement l'opposition s'est donnée, nous le reconnaissons, un grand avantage en compliquant cette question de l'intervention anti-nationale d'influences étrangères qui n'ont pas cherché à prévaloir et qui, si elles l'eussent tenté, auraient été repoussées, nous en avons la conviction. Mais grâce à cette fantasmagorie qui a exercé une grande influence sur l'opinion publique, l'opposition a eu un moment une espèce d'avantage. A force d'en-

tendre répéter chaque jour que la France cède à l'Angleterre partout et toujours et que jamais l'Angleterre ne fait à la France la moindre concession, on finit par le croire, et les faits ainsi altérés, dénaturés, exagérés, l'opinion publique égarée se passionne et s'égare et c'est là tout ce que voulait l'opposition. Mais cependant si le gouvernement a désavoué l'amiral Dupetit Thouars, dont personne n'a contesté la gloire militaire, le courage et l'habileté, l'Angleterre n'avait-elle pas désavoué à son tour et avant nous l'officier anglais qui, sans instructions, s'était emparé des îles Sandwich? Ou est donc dès lors cette position humiliante qu'on fait à la France vis-à-vis de l'Angleterre, alors que la France agissant librement, spontanément, par des considérations politiques qui ne sont pas sans valeur, improvise un acte qui précipite une solution que le temps pouvait et devait amener favorable.

Mais quelle avait été l'opinion de l'opposition elle-même sur cette même question de Taïti? Suivant elle c'était une double faute qu'on avait commise et qu'il fallait réparer au plus tôt, et comment? en retirant le pavillon français, en renonçant à une prise de possession ruineuse et stérile, d'après l'opposition : en un mot il fallait désavouer l'amiral qui avait ajouté ces îles aux terres de la France et faire précisément ce que l'opposition reproche au ministère d'avoir fait. Sans doute, et nous le reconnaissons, la position n'était pas la même absolument que celle d'aujourd'hui. Au mois de novembre il y avait eu à Taïti des mauvais vouloirs de la part des officiers de la marine anglaise, de la part d'un missionnaire : mais ces mauvais vouloirs, en définitive, étaient impuissants pour soustraire Taïti à notre protectorat et le fait d'occupation française était accepté et d'autant mieux accepté que c'était presque à contre cœur que les officiers anglais le subissaient. Le gouvernement a cru que cette position était bonne, qu'elle devait infailliblement s'améliorer; il n'a pu vouloir perdre les avantages obtenus, voilà toute sa conduite. Il a fait plus que ce que l'opposition voulait il y a un an, en laissant subsister le protectorat et le pavillon français à Taïti, et l'opposition, condamnée au rôle de tout blâmer, fait un crime au pouvoir d'avoir voulu plus qu'elle ne voulait elle-même.

L'opposition, il y a un an, demandait que la France enlevât son pavillon et elle ne croyait pas qu'il y eût honte pour la France à faire cet acte en ne considérant que ses intérêts personnels, et aujourd'hui elle fait un crime au gouvernement de n'avoir pas, tout en maintenant le protectorat et le pavillon français à Taïti, voulu approuver un acte qui engageait le gouvernement au delà de ce qu'il croit être les intérêts de la France. Que l'opposition discute, examine cette dernière question; qu'elle trouve aujourd'hui qu'il est de l'intérêt de la France d'étendre ses possessions au loin, dans l'océan pacifique, ce qu'elle contestait formellement, énergiquement il y a un an, à la bonne heure, c'est son droit et un peu son habitude; mais qu'elle vienne crier à la trahison parce qu'on se rapproche de ses prin-

cipes, autant que faire se peut, voilà ce qu'il est difficile d'accepter. Nous le répétons tous ne voulons ni ne pouvons examiner cette question irritante qu'en dehors de cette invocation de l'influence anglaise que nous ne voulons ni ne pouvons admettre. Nous avons assez confiance dans les hommes du pouvoir pour croire que personne parmi eux songe à trahir la France, et ce qui achève de nous rassurer à cet égard, c'est que le ministère anglais est accusé, à son tour, par les journaux d'opposition d'Angleterre de trahir l'Angleterre et de la livrer à la France. Des deux côtés du détroit, pareille exagération; tactique semblable. Au fond qu'y a-t-il de réel dans ces accusations contradictoires? rien, nous en avons bien peur, pour ces guides passionnés de l'opposition.

Enfin, la question des fortifications de Paris a présenté le même spectacle et les mêmes exagérations. L'opposition imprime, affirme, répète chaque jour que les forts détachés sont destinés à ruiner Paris en cas de révolutions, ou, mieux encore, à tenter une contre-révolution militaire et à placer Paris sous le coup d'un 18 brumaire en grand et à faire régner le despotisme du sabre sur la France et cela au 19^e siècle, après les sanglantes épreuves de cinquante années de révolution qui ont abouti, malgré le génie, la gloire, les ruses machiavéliques, les coups d'État, les émeutes les plus terribles, à la conquête et à la réalisation du gouvernement représentatif. Mais comment admettre qu'il y ait aujourd'hui des hommes assez dénués de sens et d'esprit pratique pour rêver de telles monstruosités? Comment raisonner en présence d'hypothèses aussi déraisonnables? Aussi, un journal de l'opposition a eu la naïveté de l'avouer : cette guerre aux fortifications de Paris n'est qu'un prétexte, qu'un moyen pour arriver au but; cette fantasmagorie d'un bombardement aussi impossible moralement que scientifiquement, n'est mise en avant que pour effrayer les esprits et déconsidérer le gouvernement de juillet. Voici ce que dit ce journal :

« Sans doute on ne bombardera pas Paris. • Nous sommes rassurés complètement contre ces éventualités. Nous ne croyons pas à un bombardement par une raison bien simple, c'est que le premier coup de mortier dirigé contre Paris donnerait la mort à ceux qui l'auraient tiré. »

Après cela, étonnez-vous que la Chambre ait repoussé par la question préalable, c'est-à-dire par la fin de non recevoir la plus catégorique, les pétitions qui lui étaient adressées à ce sujet? N'était-ce pas la meilleure réponse à faire à ces pétitionnaires si volontairement effrayés?

Toutes les fois qu'il nous arrive de relever les erreurs, les contradictions du *Progressif*, il nous répond, en prenant l'air le plus innocent qu'il lui est possible, que nous ne le comprenons pas, que nous dénaturons sa pensée, que nous altérons ses paroles et enfin que nous le calomnions. Ce peut

être la un procédé commode pour se tirer d'embaras quand on a affaire à des lecteurs complaisants qui ne prennent la peine ni de réfléchir ni de se souvenir, mais de ne peut être un moyen de se justifier. Nous n'avons donc rien à ajouter à ce que nous avons dit dans notre avant-dernier numéro, attendu que ce que nous avons avancé subsiste en son entier : personne, au reste, ne se méprend sur les justifications du *Progressif*.

Le *Progressif*, qui a l'imagination excessivement paresseuse, à ce qu'il paraît, revient pour la quatrième fois au même sur le cautionnement de l'*Insulaire* : nous lui dirons une dernière fois que c'est là une des chicanes des plus ridicules et qu'il devrait tâcher de trouver quelque chose de plus sérieux à dire. D'abord l'*Insulaire* n'est lié par aucun rapport métallique, comme le dit le *Progressif*, à la compagnie à laquelle il a rendu une si tardive justice, après s'en être raillé, il y a un mois à peine, par une raison bien simple, c'est que ce cautionnement fantastique qui donne le cauchemar à notre adversaire, n'appartient pas à la compagnie en question, et ensuite, lui appartenait-il, ce qui n'est pas, n'en déplaît à la notoriété publique qu'invoque le *Progressif*, cela ne prouverait absolument rien ; car l'*Insulaire* paie-t-il exactement les intérêts de ce cautionnement, comme le *Progressif* paie probablement les intérêts de son cautionnement à lui, et de même que ce journal indépendant se regarde comme parlant librement à vis-à-vis ses bailleurs de fonds, nous ne voyons pas pourquoi l'*Insulaire* n'aurait pas cette même liberté. Il ne faudrait pas avoir deux poids et deux mesures, quand on prétend être le défenseur de la morale publique. Nous espérons que cette explication permettra au *Progressif* de dormir en repos sur les graves inquiétudes qui paraissent si fort le tourmenter et qu'il ne répètera plus les contes ridicules qu'il débite avec une morgue plaisante. Si le mot subventionné n'était par un accompagnement inséparable de la polémique des journaux indépendants, nous dirions au *Progressif* de prendre note de ce que nous disons plus haut qui va aussi bien à un cas qu'à l'autre ; mais comme nous savons qu'il n'y a pires sourds que ceux qui ne veulent pas entendre, nous constaterons seulement que le *Progressif* s'obstine à répéter une assertion qu'il lui serait impossible de prouver, par une raison bien simple, c'est qu'elle ne repose sur aucun fait réel. L'opinion publique caractérisera comme il le mérite cet excès de loyauté et d'imagination et cette urbanité de polémique.

Pour nous conformer aux prescriptions de la loi, nous publions la lettre que nous avons annoncée dans notre précédent numéro, où le défaut d'espace nous avait empêché de l'insérer. Nous la ferons suivre de quelques observations :

• A M. le Rédacteur de l'*Insulaire-Français*.

• M. le Rédacteur,

Il ne me convenait pas de relever les assertions erronées de la lettre que M. André Antoni a fait insérer dans votre N° du 29 février dernier. Mais ces assertions étant, en grande partie, reproduites dans un article que vous avez publié le 7 mars courant, il est de mon devoir de répondre.

J'affirme que la vignette dans laquelle j'ai trouvé M. Antoni armé d'un fusil, n'est pas sa propriété ; qu'elle ne tient pas à sa maison d'habitation ; qu'elle n'est pas environnée de clôtures ; qu'elle appartient à MM. Ceraffa (Philippe), aux héritiers de feu M. Pierre Antoni, et au sieur Benigni. Ce sont là des faits matériels : la justice peut aisément en constater l'exactitude au moyen d'une descente sur les lieux. Quant à la prétendue arrestation dont se plaint M. Antoni, je suis

également sans reproche. — Lorsque je l'ai aperçu porteur d'un fusil, je lui ai demandé s'il était à la chasse, s'il avait un permis ; il m'a répondu négativement ; dès lors, et pour me conformer aux ordres de mes chefs, j'ai dû l'inviter à me suivre chez M. le Procureur du Roi. Ce n'est que devant ce magistrat que M. Antoni a dit, pour la première fois, qu'il était à la chasse. Je n'invoque d'autre témoignage que celui de l'honorable M. Pietrasanta lui-même.

• Du reste, il n'est pas vrai que M. Antoni ait été outragé, ni que des violences aient été exercées sur sa personne. Je ne serai pas de ceux, Monsieur, j'appartiens au bataillon depuis vingt-deux ans environ, et j'ai toujours cherché par ma conduite à me concilier l'estime de mes chefs et la bienveillance de mes concitoyens. Libre à M. Antoni de porter plainte contre moi ; je ne crains pas ses poursuites ; je ne redoute pas davantage les vaines menaces de son avocat, parce que je n'ai fait que mon devoir.

• Voilà, M. le rédacteur, les observations que je tenais à vous présenter et que je vous prie, et au besoin je vous requiers, de publier dans le plus prochain N° de votre journal.

• J'ai l'honneur d'être etc.

• Le Capitaine commandant le détachement de volontaires Corses de Furiani, CESARI.

• Furiani, le 10 Mars 1844.

Comme on le voit, les moyens apologétiques du capitaine Cesari ne sont pas heureux, et au lieu de diminuer ses torts, ils ne font que les aggraver. En soutenant que la vignette, où il a arrêté M. Antoni, n'est pas environnée de clôtures et ne lui appartient pas, non seulement il dénie une chose que nous persistons à croire, parce qu'elle a été prouvée et reconnue en justice, mais il donne un démenti au tribunal qui la mise en fait. Et depuis quand les lois de la discipline autorisent-elles un militaire à violer le respect que l'on doit à la chose jugée, à l'attaquer ouvertement, par la voie des journaux, sans aucune espèce de nécessité ? car, il faut le remarquer, quand même on admettrait tout ce qu'il plaît au capitaine Cesari d'affirmer relativement au lieu de l'arrestation, il n'aurait rien de changé pour lui, et sa conduite n'en serait ni moins arbitraire ni moins coupable. Nulle part il n'est permis aux agents de la force armée d'arrêter un citoyen pour délit de chasse, ils le savent bien, et ils savent également que le code pénal frappe de la dégradation civique les prévaricateurs. Il est vrai que le capitaine Cesari voudrait aujourd'hui nous donner le change, et nous faire accroire qu'il n'a arrêté M. Antoni que comme porteur d'une arme qui pouvait être de guerre ; mais son procès-verbal, qu'on conserve au greffe, dont nous avons entendu la lecture à l'audience, et qui est acquis au public, établit irrévocablement le contraire : le capitaine y confesse son attentat de sa propre bouche, il y signe son accusation de sa propre main, il y dit en toutes lettres qu'il a arrêté M. Antoni parce qu'il l'a trouvé chassant sans permis. Après un semblable aveu, sa justification, suivant nous, n'est plus possible qu'en cour d'assises. Il paraît, au reste, qu'il est un peu question de cela, et que les menaces de l'avocat ne sont pas aussi vaines qu'il le prétend, puisque la plainte est portée et que les informations ont déjà commencé.

• La Naïde a quitté la rade de Santo-Domingo en même temps que moi, pour se rendre au Port-au-Prince.

Par ordonnance royale du 3 mars, M. le lieutenant-général marquis de S. Simon, est nommé au commandement de la 17^e division militaire, en remplacement de M. le lieutenant-général baron Desmichels.

Un des bateaux à vapeur de la compagnie Valéry partira pour Ajaccio le 29 courant à 7 heures du soir, il relâchera à l'île-Rousse et Calvi le 30 au matin. — Il repartira d'Ajaccio pour Livourne le 1^{er} avril, touchant à Calvi et l'île-Rousse.

Trois députés de l'opposition ont déposé sur les bureaux de la chambre une proposition tendant à atteindre et à réprimer la corruption ou la violence en matière électorale. Les bureaux de la chambre en ont autorisé la lecture en séance publique et les ministres, loin de combattre cette lecture l'ont fortement appuyée.

On lit dans le *Journal du Havre* du 4 mars :

• L'*Abelle*, venant de Santo-Domingo, nous apporte des nouvelles de ce port, en date du 17 janvier. Bien qu'elles soient postérieures à celles arrivées du Port-au-Prince, nous croyons devoir reproduire les détails suivants que nous extrayons du rapport du capitaine Béranger :

• Le 13, la corvette la *Naïde* est arrivée à Santo-Domingo, et a débarqué M. Juchereau de Saint-Denis, consul français, qui a été reçu par toutes les autorités. Le 16 a eu lieu la cérémonie de son installation officielle : le pavillon français a été hissé à la tour, et salué par le fort de vingt-et-un coups de canon. L'arrivée du consul a paru généralement faire plaisir dans cette ville, où du reste tout est tranquille maintenant ; on y connaissait déjà les articles de la nouvelle Constitution, dont on attend de jour en jour la promulgation.

• La *Naïde* a quitté la rade de Santo-Domingo en même temps que moi, pour se rendre au Port-au-Prince.

Nouvelles Diverses.

— M. Berryer est parti aujourd'hui 15 mars, vers midi.

Ce matin à neuf heures et demie, quelques amis lui ont donné un déjeuner d'adieu au Prado ; c'est en sortant de table que l'honorable député s'est mis en voiture pour prendre la route de Toulon.

Le départ de M. Berryer n'a pas eu lieu sans beaucoup de bruit en ville. Depuis quarante-huit heures la *Marseillaise* court les rues sous l'égide du drapeau tricolore ; de jour et de nuit l'hymne de Rouget de l'Isle retentit dans la cité phocéenne. On le répète en chœur dans les théâtres ; hier à la sortie du spectacle, une foule compacte encombra toutes les rues adjacentes, et de cette foule le refrain patriotique s'élevait avec un formidable ensemble.

Cette agitation des partis à laquelle Marseille est en proie depuis l'arrivée de M. Berryer, paraît devoir être passagère. Ces protestations sur la voie publique n'ont eu jusqu'à présent aucun résultat fâcheux ; quelques conflits sans importance, quelques voies de fait ont eu lieu, dit-on, ce matin ; mais nous n'avons rien appris qui soit réellement à déplorer. Espérons que le calme rentrera bientôt dans les esprits, et que la cause cessant, cette fermentation populaire n'aura pas d'autres suites. (Nouveliste de Marseille.)

— On lit dans le *Sud* de Marseille :

• La Chambre de Commerce vient de donner

un grand exemple en se refusant à toute communication avec M. Berryer.

• Un grand nombre de citoyens, réunis hier soir, dans la grande salle de l'hôtel d'Orléans, ont délibéré d'offrir un banquet à la Chambre de Commerce, comme un témoignage solennel de sympathie qu'à rencontré sa résolution.

Le *Sémaphore* et le *Sud* annoncent que des listes de souscriptions sont déposées aux cercles des Phocéens, du Commerce, des Beaux-Arts, du Cave, à l'Athénée, au syndicat des courtiers. Le prix de la souscription est de 10 francs.

On compte que le banquet sera de 15 cents par tête ; il aura lieu dit-on, jeudi prochain dans la salle du Grand-Théâtre.

— M. le garde-des-sceaux vient d'adresser à Mgr. l'archevêque de Paris la lettre suivante :

Paris, le 8 mars 1844.

Monsieur, Vous avez adressé au Roi un mémoire concernant votre et quatre de vos suffragans, qui, comme vous, l'ont revêtu de leurs signatures.

Dans ce mémoire, examinant à votre point de vue la question de la liberté d'enseignement, vous avez essayé de jeter un blâme général sur les établissements d'instruction publique fondés par l'Etat, sur le personnel du corps enseignant tout entier, et dirigé des insinuations offensantes contre les ministres du Roi.

Un journal vient de donner à ce mémoire l'état de la publicité.

Je ne doute pas que ce dernier fait ne se soit accompli sans votre concours ; mais je ne dois pas moins vous déclarer que le gouvernement n'approuve l'œuvre même que vous avez souscrite et parce qu'elle blesse gravement les convenances, et parce qu'elle est contraire au véritable esprit de la loi du 18 germinal an X.

Cette loi interdit en effet toute délibération dans une réunion d'évêques non autorisée ; il serait étrange qu'une telle prohibition pût être éludée au moyen d'une correspondance établissant le concert et opérant la délibération, sans qu'il y eût assemblée.

J'espère qu'il m'aura suffi de vous rappeler les principes posés dans les articles organiques du concordat pour que vous vous absteniez désormais d'y porter atteinte.

Agrez, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le Garde-des-Sceaux.

MARTIN DU NORD.

— C'est M. de Broglie qui est nommé rapporteur de la loi sur l'enseignement secondaire. On dit que le savant rapporteur, d'accord avec la commission, doit introduire plusieurs modifications dans le travail de M. le ministre de l'instruction publique.

— La cour d'assises des Bouches-du-Rhône a eu à se prononcer le 11 mars sur une affaire corse renvoyée par la cour de cassation. Le nommé Giovannetti, condamné par la cour d'assises de ce pays à 10 ans de réclusion, ayant obtenu la cassation de l'arrêt, vient s'asseoir sur le banc des assises. Il est accusé d'avoir, le 28 mars 1843, dans le territoire de Corte, tenté de donner volontairement la mort à un nommé Louis Arrighi, en tirant sur lui un coup de fusil dont ce dernier a été blessé au bras et à la cuisse. De l'acte d'accusation, il résulte que Louis Arrighi avait remarqué que Giovannetti venait faire paître ses chèvres dans deux enclos qu'il exploitait et que

ayant surpris un jour, il s'élança sur lui et que cette violence s'engagea. Arrighi triompha lorsque le frère de l'accusé survint et comme il le toucha en joue avec un fusil, Arrighi fut obligé de lâcher prise et de se réfugier derrière un rocher. Quelques moments après, il put cependant

trouver l'occasion de fondre sur l'accusé qui était porteur du fusil et de lui enlever son arme avec laquelle il prit le chemin de Corte.

L'accusé Giovannetti fut cependant aussitôt à sa calane prendre un autre fusil et il courut à la poursuite d'Arrighi. L'ayant atteint, il déchargea sur lui son fusil chargé à balle et le blessa grièvement. En conséquence de ces faits, et après avoir été condamné par la cour d'assises de la Corse à la prison à perpétuité, la cour de cassation l'a renvoyé devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône par renvoi de la cour de cassation.

Le jury ayant déclaré Giovannetti coupable, mais avec provocation et circonstances atténuantes, la cour l'a condamné à 2 ans d'emprisonnement. — Défenseur M^r Montera du barreau de Bastia.

— On écrit au journal allemand le *Worwarts*, qu'au mois d'avril prochain, l'empereur de Russie et le roi de Prusse sont attendus à Vienne ainsi que la princesse Olga, qui épouserait, dit-on, l'archiduc Etienne. Le prince sera ensuite nommé vice roi de Bohême.

— Le *Constitutionnel* a été acheté le 15 mars aux enchères par MM. Mernan et Véron, tous deux anciens actionnaires de ce journal.

On annonce une révolution complète dans le prix et dans la rédaction du *Constitutionnel* qui reste toujours journal de l'opposition et l'organe du centre gauche. On sait déjà que le *Jaif errant*, nouveau roman de M. Eugène Sue en 10 volumes, va être publié dans le *Constitutionnel* régénéré ; de plus, on assure que M. Thiers donnera plusieurs fragments de son histoire sur le consulat et sur l'empire accompagnés de documents inédits.

Le *Constitutionnel* a été adjudé moyennant la somme de 432,500 fr. en sus des charges.

Six personnes avaient déposé la somme exigée par le cahier des charges. Un instant les enchères se sont arrêtées à 150,000 fr., et l'on ne mettait que par 500 fr., à la fois, mais bientôt on a procédé par 10,000 fr., 15,000 fr. et l'on a monté ainsi à 420,000 fr. A ce moment deux concurrents sont restés en présence, M. Véron d'une part et M. Bénazet de l'autre.

M. Bénazet a poussé jusqu'à 432,000 fr. et s'est arrêté là. M. Véron a mis 432,500 et le journal lui a été adjudé ; il devait en être ainsi, car son intention était, dit-on, de porter la surenchère jusqu'à 600,000 francs.

— Le chancelier de l'échiquier a annoncé hier à la chambre des communes, qu'il prendrait ses mesures pour proposer vendredi une réduction sur les annuités du 3 1/2 o/o. On pense que l'intérêt sera abaissé à 3 o/o. Le chiffre total des fonds 3 1/2 o/o étant d'environ 250 millions de liv. sterl. (6 milliards 250 millions de francs environ.) Cette réduction de 1/2 o/o donnera un bénéfice annuel au trésor de 1,250,000 liv. sterl. (31,250,000 francs.) L'abondance des fonds en Angleterre rend le projet de M. Goulburn facile à exécuter.

— Un journal de Rome nous apprend que lord Spencer a acheté dans cette ville, un exemplaire des œuvres de Boccace, édition en un volume in folio, Venise, 1471, pour la somme de 24,000 francs.

Dernière lettre de M. MERMILLIOD.

(Suite et fin.)

La ville de Bastia doit à sa situation en face des côtes d'Italie, qu'on peut apercevoir par un temps clair du haut de ses jetées, à ses relations et au goût de sa population pour les habitudes maritimes, un développement commercial qui doit nécessairement s'accroître avec les années. En ef-

fet, sur un chiffre de 545 navires, son port en arme seul 368, employes soit à la navigation internationale, soit au cabotage, et parmi lesquels on remarque 4 bâtiments à vapeur, indépendamment de ceux qui font, pour le compte de l'Etat, le service entre Marseille et la Corse.

C'est à Bastia que semble fixé le peu d'industrie qui existe jusqu'à présent dans l'île. Peuplée de 14,000 âmes environ, elle est presque l'unique entrée des importations françaises et étrangères, et les produits de la douane s'y sont élevés, depuis dix ans, dans une proportion très remarquable.

Le port d'Ajaccio, situé au fond du magnifique golfe de ce nom, est loin d'offrir le même mouvement maritime que celui de Bastia. Sa situation au revers de l'île est moins favorable, en effet, aux transactions commerciales que la côte orientale échange avec les places d'Italie. En revanche, il se trouve sur la route d'Afrique, et dans maintes circonstances il a offert un abri précieux aux bâtiments de l'Etat du commerce qui naviguent entre la France et l'Algérie. La ville elle-même, capitale administrative du département, quoique peuplée de 8,000 âmes au plus, a un cachet moderne d'élégance et de régularité que ne possède pas sa rivale. Des rues alignées et bien bâties, des promenades à perte de vue plantées d'orangers, de splendides maisons, que ne dépare pas celle qui fut le berceau de l'Empereur, des établissements publics de bon style, un musée, etc., tels sont, avec un climat délicieux, les avantages qu'offre ce séjour. L'ens, à propos du musée, l'occasion d'y voir les présents légués à sa ville natale par le cardinal Fesch ; ils venaient d'y arriver enfin après mainte mésaventure ; et, soit que les volontés du testateur n'aient pas été convenablement exécutées, soit que le reproche en doive retomber sur sa mémoire, l'exhibition de ces prétendus trésors fut le sujet d'une véritable mystification. A la vue des tableaux de maîtres qui avaient été annoncés, figurez-vous des centaines de croûtes, de celles sans doute que j'avais vues jadis empilées dans les greniers de son palais à Rome, et qu'il recueillait de toutes parts avec fort peu de discernement. Il est vrai que par forme de compensation pour ses concitoyens, le portrait de Son Eminence s'y trouvait sous toutes les faces. Que dire des ornements d'église en cuivre doré, des prétendus camées, pierres de prix et autres objets que renfermait une foule de petits vases soûlés et étiquetés, sinon que la déception à laquelle ils donnaient lieu faisait naître de toutes parts les réflexions les plus désobligeantes !

Revenant aux avantages spéciaux et divers qu'offre le département de la Corse, je ne dois pas oublier qu'il contient des sources minérales dont les qualités, presque ignorées sur le continent, surpassent, d'après l'analyse chimique, celles de beaucoup d'eaux thermales renommées en Europe. On cite, entre autres, les bains de *Cal-daniocia*, supérieures peut-être par la richesse de leurs bases à ceux de Vichy, les sources de *Gua-gno*, de *Pietrapola*, d'*Orezza*, fréquentées par une foule de malades qui s'y rendent des divers points de l'île et même des États de l'Italie. Comme dans tous les pays de montagnes en général, les eaux ordinaires sont d'une pureté et d'une saveur admirables, et l'on sait que Napoléon se plaisait à vanter souvent la bonté de celle de Cardo, près Bastia. Cette eau, que boivent presque exclusivement les citoyens les plus aisés, fait l'objet d'un petit commerce pour les femmes des environs, qui la transportent à la ville dans des amphores. La pourvoyeuse de la maison que j'habitais était une vieille paysanne, horriblement décrépite, dont la destinée, par un hasard étrange, avait failli être bien différente. Voici comment : en

+ Ces observations sont de défense
faites par M. Antoni.



CE JOURNAL
PARAIT
TOUS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia
au bureau du Journal,
rue des Jénies.

A Paris, à l'Office
Correspondance de La
JOLIVE et C^{ie}, place de
la Bourse, N° 10, où l'on
reçoit les ANNONCES.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PAIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8
Un an 16
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'étranger 24
PRIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 50 c.
Les lettres et annonces
doivent être adressées
à Bastia.

1787; Bernadotte, aujourd'hui Charles-Jean, roi de Suède, était simple soldat au régiment de *Royal-Marine*, et employé aux travaux de la route qui conduit de Bastia à Saint-Florent. Française était alors jeune et jolie, et elle fit avec d'impression sur le cœur de notre Bérnais, pour qu'il se mit au nombre des aspirants à sa main. Mais comme il ne possédait alors que la cape et l'épée, il eut la mortification d'être éconduit, et c'est ainsi que cette femme, qui eût pu s'asseoir avec lui sur un trône, est à cette heure portaise d'eau dans les rues de Bastia.

Il paraît d'ailleurs que Bernadotte avait à cette époque grande envie de se marier. En effet, devenu un peu plus tard caporal, et trouvant dans ce grade des loisirs que son activité a toujours su mettre à profit, il employait une partie de ses journées à copier, moyennant une rétribution modique, des rôles de jugements ou autres actes, chez un certain Imbrico, greffier du conseil de gouvernement. Il existe même encore, tant dans les archives de Bastia que dans celles d'Ajaccio, un grand nombre de pièces copiées de sa main, quoique, pour des motifs aisés à deviner, on en ait, dit-on, retiré la plus grande partie. Or ledit greffier avait deux filles; et l'inflammable Bernadotte ne tarda pas, pour se consoler peut-être, à tomber amoureux de l'une d'elles. Toujours est-il qu'il la demanda en mariage au père Imbrico, qui, sans égard pour ses galons, repoussa fort érudiment le présomptueux caporal, et le congédia même, je crois, du greffe, afin de couper court à toute intelligence contre la place et l'assiégeant.

Bien que la Corse soit exempte, par mesure exceptionnelle, du régime des contributions indirectes, et que les impôts directs y soient, comparativement au département de la Lozère (qui pré-

sente avec elle les analogies les plus sensibles), dans la proportion de 1-20 c. à 5-44 c.; l'ensemble du revenu public s'y est accru depuis quelques années d'une manière notable, et il est permis de croire que, dans un temps plus prochain qu'on ne pense, l'équilibre finira par s'établir entre les recettes et les dépenses locales auxquelles la métropole est forcée de subvenir pour un chiffre qui naguère encore montait à plus de 5 millions.

En effet, sans entrer ici dans les détails, je me bornerai à rappeler qu'avant 1831 le total des contributions perçues ne dépassait point la somme de 553,853 fr., tandis qu'en 1843 il s'est élevé à 1 million 25,403 fr., indépendamment des impositions communales et départementales. Ce qui est plus significatif encore, c'est que le nombre des patentes qui, en 1831 même, n'était que de 4,050, a atteint en 1843 le chiffre de 6,716.

Si maintenant on veut prendre la peine de résumer par la pensée les faits qui, dans cette lettre et les précédentes, ont servi de base à mes appréciations sur l'état moral et matériel de la Corse, on sera facilement amené à en conclure qu'un avenir encourageant s'ouvre de toutes parts pour ce pays. Les germes de sa prospérité croissante ne se sont montrés avec vigueur que depuis 1830 à peu près; car l'Empire et la Restauration n'avaient pas assez fait en sa faveur pour qu'on soit en droit de remonter beaucoup au delà de notre dernière révolution. Cette époque marque donc réellement l'ère nouvelle dans laquelle la Corse est entrée; et si l'on considère combien les commencements de toute réforme sont lents et difficiles; si l'on réfléchit que les bienfaits mêmes de la métropole ont dû rencontrer à leur efficacité des obstacles nés de la nature des hommes et des cho-

ses; qu'enfin le résultat des dépenses votées a été notablement amoindri par l'ignorance du travailleur employé à en faire, et par l'inefficacité de l'infidélité des agents d'exécution, on comprendra que les avantages acquis au milieu de telles conditions ne doivent pas être pris comme la mesure exacte des avantages à obtenir par la suite, car la marche des faits, en pareil cas, subit souvent ainsi dire les lois d'une progression mathématique, et le passé, sagement envisagé, répond d'un avenir plus fécond encore. Ce qui est incontestable déjà, c'est la modification profonde qui s'opère dans les mœurs de la population; ce sont les progrès de l'instruction populaire; ce sont les développements de la prospérité intérieure par l'extension des cultures, la mise en valeur des propriétés, l'activité du mouvement commercial et maritime. Assainissez ces vastes plaines que l'insalubrité des eaux stagnantes couvrait à l'abandon, et qui seraient, pour le Trésor comme pour les citoyens, la source de revenus inespérés; achèvez ces routes commencées si grands frais, et dont les tronçons, disséminés d'espace en espace et inutiles à la circulation, deviennent une charge si onéreuse avant même d'avoir passé à l'état d'entretien; restaurez ou terminez les ports administrés dont la nature a doté ces rivages; et dans peu d'années vous recueillerez, avec la fin de vos sacrifices, la riche compensation d'efforts qui seraient déjà suffisamment payés, quand ils ne tendraient qu'à vous attacher indissolublement une possession d'où vous couvrez les côtes de la France, plongez sur toute l'Italie, et commandez la route de l'Égypte, de l'Adriatique et de l'Orient.

MERMILLION, député du Havre.

Bastia.

La question du port de Bastia joue véritablement de malheur et cependant hâtons-nous d'ajouter, nous ne pouvons accuser personne. Tout le monde ici a fait son devoir. Les intentions des ministres sont favorables à Bastia. Tout concourt donc pour qu'une solution soit donnée à cette affaire. Cependant des retards ont eu lieu et c'est pour prévenir toute espèce de découragement que nous croyons devoir expliquer, en peu de mots, la cause de ces retards involontaires et prévenir ainsi tout reproche qui serait déplacé.

Les plans avaient été envoyés il y a six semaines d'Ajaccio à Paris; le ministre des travaux publics avait nommé une commission spéciale chargée d'examiner ces plans et de lui donner un avis définitif sur cette affaire. Au moment où la commission devait commencer son travail, les plans ne se retrouvèrent plus, grâce à un malentendu des bureaux du ministère qui les avait renvoyés à la préfecture de la Corse. Ces plans, qu'on a été si surpris de voir revenir à Ajaccio, ont été promptement réexpédiés à Paris, où ils sont arrivés maintenant et sans doute que la commission s'en est déjà occupée.

Au reste, nous avons pleine confiance que les démarches les plus actives seront faites à Paris pour presser et hâter la conclusion de cette affaire. L'illustré maréchal Sebastiani, auquel le conseil municipal de Bastia s'est adressé, usera et a déjà usé de toute l'influence, qu'il a acquise à de si justes titres, pour plaider et faire triompher les intérêts de la Corse et de Bastia. Le représentant de la Corse saura faire valoir ses droits. Les intentions du gouvernement sont très favorables et puisqu'il s'est décidé à demander des millions pour les trois grands ports de la France, qui ont besoin d'améliorations importantes, il ne saurait refuser à Bastia ce qui n'est pas une amélioration, mais ce qui est une chose de première et d'indispensable nécessité. Marseille, Bordeaux et le Havre pourraient à la rigueur attendre, mais il est impossible que Bastia qui n'a pas de port, et dont la marine fait chaque jour de si rapides progrès, ainsi que le constate le chiffre chaque jour grandissant de la recette de la douane, il est impossible que Bastia attende. Nous ne contestons en aucune façon les droits de Marseille, du Havre et de Bordeaux; nous repousserions tout sentiment d'étroitesse et de mesquine jalousie, mais puisque ces droits sont reconnus, et nous nous en applaudissons, ceux de Bastia ne sauraient être dédaignés. La concession légitime faite aux trois grands ports marchands, dont nous parlons, est un titre de plus pour que Bastia obtienne ce dont elle a besoin depuis si longtemps, et en présence du faible chiffre nécessaire pour réaliser ici l'indispensable, nous ne pensons pas que le gouvernement et les chambres puissent hésiter, mais à la condition toutefois que les amis et les défenseurs de Bastia ne diminueront rien de leurs précédents efforts. Nous avons ce qui a déjà été fait à Paris par d'actives et d'honorables influences et

nous sommes convaincus qu'elles ne se laisseront pas.

Sous ce rapport nous ne pouvons que féliciter vivement M. le maire de la ville de Bastia, M. Lazarotti, d'être parti la semaine dernière pour Paris, afin de joindre ses propres démarches à celles qui ont été faites avec tant d'activité jusqu'ici. Cette preuve de dévouement aux intérêts de la ville de Bastia devient ainsi une nouvelle justification du choix qui a été fait par le gouvernement du roi.

Une seule chose nous donne à penser, c'est que le *Progressif* ait mêlé dans les sollicitations à faire le nom de M. de Gasparin. C'est un concours cependant sur lequel il ne faut point compter, d'abord parce que M. de Gasparin a donné solennellement à la tribune et dans sa lettre aux électeurs sa démission d'homme indigne et parce qu'il ressort de cette démission un engagement de s'abstenir de toute sollicitation près des ministres. M. de Gasparin a blâmé en termes trop vifs ce qu'il appelle l'immixtion des députés dans l'administration, pour qu'il songe à se donner un démenti et nous le croyons trop consciencieux dans ses paroles, pour ne pas penser qu'il renouvellerait avec la vivacité qui le caractérise toute tentation qui s'élèverait en lui de dévier du plan de conduite qu'il s'est tracé, un peu à contre cœur il est vrai, mais enfin auquel il doit être par cela même d'autant plus fidèle qu'il s'y est rallié un peu plus tardivement. Le *Progressif*, s'il avait un peu de mémoire, aurait dû se rappeler cela et ne point adresser à M. de Gasparin des éloges anticipés qu'il ne pourrait mériter sans s'exposer aux critiques de ce journal, qui a applaudi si vivement à la profession de foi de l'honorable représentant officiel de Bastia, au représentant officieux du méthodisme à la chambre. Il ne faudrait pas avoir les honneurs d'un intraitable puritanisme et les profits de ce que l'opposition est convenue d'appeler le système de corruption, ou mieux, pour vrai dire, le système de la défense des intérêts des départements par leurs mandataires qui, s'ils sont chargés de représenter le pays entier, n'ont pas moins l'obligation de prendre en main la protection des départements qui les ont envoyés à la chambre.

Quoiqu'il en soit de cet incident, que nous ne pouvions éviter, car nous voulons qu'aucune illusion s'accrédite et que chacun reste fidèle à son rôle, nous avons bon espoir que les chambres seront saisies cette année d'un projet de loi si important pour Bastia, pour la Corse, et dont dans une circonstance donnée, la réalisation pourrait être si utile pour la marine militaire de la France.

Le *Progressif* s'étonne de la liberté que nous avons prise de faire ressortir ce qu'il y avait d'inconvenance dans le dernier discours et dans la conduite de M. Agénor de Gasparin et à cet étonnement très naïf il joint le reproche assez plaisant de sa part d'avoir été peu convenable et trop vif vis-à-vis de cet honorable député. Une chose dont le *Progressif* ne devrait jamais parler c'est d'incon-

venance, de vivacité et de violence, les sentiments de modération qu'il réclame, soit pour ses amis, soit pour ceux qu'il voudrait compromettre par son douteux patronage, jurent par trop avec ses manières habituelles pour qu'on ne se rie pas de cette petite comédie qu'il joue, sans avoir l'espoir que l'on prendra au sérieux sa prédication de calme et de bienveillance.

N'en déplaise au *Progressif*, toutes les fois que nous croisons que M. de Gasparin, dont nous avons combattu la candidature, parce qu'elle ne nous paraissait ni utile ni opportune et les faits ont prouvé que les prévisions de l'*Insulaire* n'étaient pas des illusions, s'égare et compromet les intérêts de la Corse, nous le dirons, mais pour nous distinguer du *Progressif*, nous le ferons en termes convenables: c'est la différence que nous tenons à cœur de maintenir et que nous maintiendrons.

Le *Progressif* se demande si l'*Insulaire* s'imprime à Maroc ou à Mascara, parce qu'il ne veut pas aborder le seul fait qui fait vivre le *Progressif* depuis quatorze mois. Ce journal s'entend très bien à provoquer des discussions qu'il sait qu'on ne veut pas aborder, précisément parce que là où la justice a prononcé ou informe, la presse qui se respecte, n'a qu'un rôle à jouer, celui de s'abstenir, et nous ne voyons pas quelle dignité il y a à fouler tous les jours aux pieds la chose jugée; à envahir, tous les jours, de ses cajoleries ou de ses satyres, la justice qui informe; de quelle utilité il peut être pour la Corse de donner ainsi le scandaleux exemple de sollicitations qui, malheureusement, sont une des plaies les plus vives du pays. C'est précisément parce que telle est notre pensée, que nous tenons une réserve absolue et que nous nous gardons bien d'imiter le *Progressif*, qui ne tient compte d'aucune de ces considérations. D'ailleurs nous rougirions d'être les seconds dans la guerre si violente, si maladroite qu'a entreprise le *Progressif*. Nous y voyons trop de ressentiments personnels, de petites et étroites passions pour que nous nous associons le moins du monde à ces dénominations quotidiennes, faites d'un style qu'on est habitué à trouver ailleurs que dans un journal. Il n'est donc pas besoin pour expliquer notre conduite de faire intervenir, comme le fait le *Progressif* avec une indignation de commande et si grotesquement ridicule, le bureau de l'esprit public et la consigne de la rue de Jérusalem, que nous voyons si singulièrement associés par le *Progressif*; mais le *Progressif* doit toujours frapper fort, ne doit-il pas frapper juste, ne doit-il dire que des non sens. Il n'y regarde pas de si près.

Puisque le *Progressif* parle toujours de cette consigne imposée à l'*Insulaire*, comment se ferait-il que nous la violerions à l'égard d'un député, car cette consigne devrait être absolue, député que le *Progressif* admire, tout en le traitant de ministériel, de doctrinaire, ce qui dans son esprit ne saurait être un compliment, et que nous la violerions même avec violence, au dire du très modéré *Progressif*. Au lieu de vouloir tout expliquer à l'aide de son imagination malade, qui

SIROP PECTORAL DE NAFÉ D'ARABIE,

Ce puissant pectoral est ordonné par les médecins de tous les hôpitaux de Paris; les Professeurs et la plupart des membres de l'Académie de médecine lui ont donné leur approbation. — Dépôt chez M. Giralt ph. à Bastia.

VENTE SUR LICITATION.

En l'étude de M^e Sestelli, notaire à Bastia, rue St-Charles. En exécution d'un jugement rendu par le tribunal civil de Bastia en date du seize de ce mois de mars, enregistré, qui autorise cette vente;

Poursuites et diligences du sieur Joseph Oneto ancien commerçant domicilié et demeurant à Corte occupant pour lui M^e Pignoni avoué au tribunal susdit; ledit poursuivant du chef des dame et demoiselle Vincenti ci-après exerçant les droits qui leur appartiennent en sa qualité de leur créancier et en vertu de l'art. 1166 du code civil.

Contre les sieurs Paul et Antoine frères Bonelli, le premier tailleur, le dernier boulanger, domiciliés et demeurant à Bastia, parties colicitantes, ayant M^e Ristori pour avoué; et contre la dame Anne Bonelli veuve Vincenti et la demoiselle Anne-Marie-Caroline Vincenti, sa fille, propriétaires domiciliées et demeurant à Alexandrie en Egypte non comparantes.

Les biens à vendre consistent dans les mansardes de la maison Bonelli sise à Bastia rue St-Jean tenant par le bas au sieur Benedettini et latéralement au sieur Raveccchi Sébastien propriétaire de la maison contiguë.

La mise à prix est de francs cinq-cent. L'adjudication aura lieu au profit du plus offrant et dernier enchérisseur en l'étude dudit M^e Sestelli notaire à Bastia, le premier du prochain mois d'avril mil huit cent quarante quatre neuf heures du matin.

Bastia le 21 mars 1844.
PIGNONI Avoué.

MARINE ROYALE.

ADJUDICATION.

Le public est prévenu qu'il sera procédé, le 6 avril prochain, à l'heure de midi, dans la salle des adjudications au port de Toulon, à l'adjudication de la fourniture des *Sanguis* nécessaires, pendant une année, au service des hôpitaux de la marine.

Les personnes qui seront dans l'intention de concourir, pourront prendre connaissance du cahier des charges dans les bureaux du chef du service de la marine en Corse.

Bastia, le 18 Mars 1844.

NOUVELLES CORSES,

Par E. BOUCHEZ,

Inspecteur de l'Académie de la Corse 8^e r. f. 50 c.

Pour paraître incessamment du même auteur
BENEDETTA

LA GROTTA DE BRANDO.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 14 au 20 mars 1844.

ARRIVÉES.

Naples. balancelle St-François, c. Palomba, lest. Macinaggio. bk-gtte Conception, c. Raffucci, l. Livourne. b. à v. Télégraphe, c. Lota. Livourne. b. à v. Golo, c. Bugliani. blé. Livourne. goëlette St-Joseph, c. Mécolin, blé. Ile-Rousse. bk-gtte Phénix, c. Gnaseo, divers. Ile-Rousse. tart. François-Etienne, c. Guaitelli. Marseille. paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches.

Cagnano. gondole Cœur de Jésus, c. Galletti, l. Cagnano. gondole St-Clément, c. Damiani, vin. Cagnano. gondole St-Jean, c. Agostini, vin.

DÉPARTS.

Livourne. b. à v. Golo, c. Bugliani. Livourne. b. à v. Sebastiani, c. Valzi. Livourne. bk-gtte Constance, c. Rogliano, lest. Livourne. balancelle St-Louis, c. Sideri, lest. Marseille brick-gtte Antoinette, c. Laporta, foin en fer. Marseille. brick-gtte Assomption, c. Belgodere, foin en fer. Marseille. brick-gtte Conception, c. Belgodere, charbon. Portovecchio. bk-gtte Conception, c. Raffucci.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE PARCAY.

preud des rêves pour la réalité; le *Progressif* se fait plus sagement de se taire et de s'épargner ainsi des contradictions et des commérages qui ne l'honorent ni ne l'élèvent dans l'opinion publique.

Non, l'*Insulaire* ne s'imprime pas à Maroc ou à Mascara, le *Progressif* doit bien en savoir quelque chose et nous continuerons, ne lui en déplaise, à faire ressortir ce qui dans la conduite de M. de Gasparin justifiera les plaintes et les défiances qu'il a excitées : la sympathie si vive qu'il a eue de la part du *Progressif*, sympathie dont nous le plaignons très vivement et qui l'associe si bien cependant au malin et aux attaques qu'on lui prodigue, ne sera pour nous qu'un motif de plus pour insister. Quand on se trouve placé sous le patronage d'une feuille qui attaque à sa manière et d'après les inspirations des feuilles de l'extrême droite et de l'extrême gauche ceux-là même que défend M. de Gasparin, il faut donc qu'il fasse bien-façon route et qu'il soit bien maladroit pour mériter à ce point cet excès d'honneur ou d'indignité : ces éloges si chauds qu'on adresse à M. de Gasparin, et qui ne sont que les attaques les plus violentes contre une personne qui lui a apporté tout son concours dans la lutte électorale d'il y a deux ans, attaques que M. de Gasparin a prises sous sa protection, puisqu'il a fait l'honneur d'écrire au *Progressif* qu'il avait déposé sa pétition, ne témoignent ni en faveur des sentiments de reconnaissance ni en faveur du tact politique de M. de Gasparin qui s'allie avec les adversaires les plus ardents de ce qu'il veut cependant défendre et conserver. Il est difficile d'être plus inconséquent : nous avons le droit de le dire, dût le *Progressif* ne pas nous approuver et au lieu de nous répondre et de justifier son protégé, répéter, sans cesse, les mêmes inventions qu'il croit être bien méchantes, mais qui ne sont que parfaitement ridicules.

La discussion du projet de loi des fonds secrets a donné lieu, à la séance du 19 mars, à des débats très vifs à l'occasion des attaques incessantes dirigées par plusieurs évêques contre l'Université. La chambre s'est associée au blâme énergique jeté par les orateurs sur ces attaques, en même temps que le gouvernement s'est expliqué d'une manière catégorique sur l'intention où il était d'user de la législation qui prévient ou réprime ces écarts déplorables. La chambre, au besoin, serait disposée à renforcer l'action du pouvoir, si les lois actuelles étaient insuffisantes. Après cette discussion, la chambre a passé au vote du projet de loi sur les fonds secrets, 225 voix se sont prononcées pour l'adoption, 159 contre, c'est donc une majorité de 56 voix pour le cabinet.

Les ovations que le parti légitimiste s'était efforcé d'improviser à Marseille en l'honneur de M. Berryer ont amené, dans l'opinion constitutionnelle de cette ville, une réaction très vive qui aura dû apprendre au parti légitimiste qu'il est loin de pouvoir compter sur la popularité à Marseille. Quelques scènes de désordre, que nous regrettons vivement, mais qui avaient été amenées par les provocations des amis de M. Berryer, ont éclaté mais une protestation d'une autre nature et toute pacifique a eu lieu et c'est à celle-là seule que nous attachons quelque importance. Un banquet avait été offert à la chambre de commerce de Marseille par le commerce de cette ville, en signe d'adhésion à sa conduite vis-à-vis du voyageur de Belgrave Square, alors qu'elle n'avait voulu avoir aucun rapport officiel avec lui. Quinze-cent quatre-vingt souscripteurs avaient adhéré à cette démonstration. Le banquet a eu lieu le dimanche 24 mars au Prado et cette belle fête a été complé-

te. Les journaux de Marseille sont pleins de détails intéressants sur cet épisode qui a dû, quelque peu, embrasser l'opinion légitimiste qui se croyait déjà sûre du triomphe.

M. Boucine, inspecteur de l'Académie de la Corse, a achevé la semaine dernière l'inspection du collège royal de Bastia. Cette inspection longue et minutieuse, comme elle devait l'être, a pu le convaincre que les efforts de l'administration avaient atteint leur but et que l'organisation ne laissait rien à désirer aujourd'hui. Dans son examen des classes, M. l'inspecteur a constaté aussi des progrès qui témoignent que le zèle de MM. les professeurs a secondé celui de l'administration. C'est avec empressement que nous constatons cet heureux résultat.

Aux termes des règlements universitaires, a eu lieu, dans chaque classe, en présence de M. l'inspecteur de l'Académie, la proclamation, par M. le proviseur accompagné de M. le censeur, des prix d'excellence du premier trimestre de l'année classique 1843-1844. Nous publions ici les noms des élèves qui ont obtenu les prix :

PRIX D'EXCELLENCE.

- DU 1^{er} SEMESTRE DE L'ANNÉE SCOLAIRE 1843-44.
- Philosophie.
Prix unique. M. Ferrand Charles, de Limoges.
Rhétorique.
Prix unique. M. Frison Vincent de Bastia.
Secondes.
1^{er} Prix. M. Camoin-Vence Charles, de Bastia.
2^e Prix. M. Ferrand Joseph, de Limoges.
Troisième.
1^{er} Prix. M. Biadelli Raphael, de Bastia.
2^e Prix. M. Orabona Antoine, de Novella.
Quatrième.
1^{er} Prix. M. Podestà Charles de Bastia.
2^e Prix. M. Adriani Jean-Baptiste, de Corte.
Cinquième.
1^{er} Prix. M. Agostini François, d'Oletta.
2^e Prix. M. Negroi Martin, de Rutali.
Sixième.
1^{er} Prix. M. Brisset François, de Cervione.
2^e Prix. M. Tarrigo Jean-Baptiste, de Bastia.
Septième.
1^{er} Prix. M. Fabiani Antoine, de Bastia.
2^e Prix. M. Pierangeli Vincent-Louis, de Bastia.
Huitième (1^{re} division).
1^{er} Prix. M. Giorgetti Roch, d'Oleani.
2^e Prix. M. Vannucci Charles, de Bastia.
Huitième (2^e division).
1^{er} Prix. M. Franceschi Antoine, d'Oleani.
2^e Prix. M. Sebastiani Eugène, de Porta.
Cours préparatoire (Mathématiques élémentaires).
Prix unique. M. Filippi Michel, de Vescovato.
Cours industriel.
1^{er} Prix. M. Bonelli César, de Bastia.
2^e Prix. M. Grandvalet Adolphe, de Bastia.

Le jour de l'Annonciation a été célébré, dans l'oratoire de S^{te}-Croix, avec une pompe et une solennité inusitées. Un temps magnifique, une affluence considérable de personnes, la splendeur, l'élégance des décorations jointe à l'appareil imposant des cérémonies religieuses, tout concourait à rendre cette fête on ne peut plus brillante. La belle procession qui se déployait au loin dans les rues de Bastia, offrait un spectacle à la fois superbe et touchant. Cela fait honneur à l'administration de la confrérie de S^{te}-Croix ; mais ce qui rend l'administrateur encore plus digne de louanges, c'est d'avoir, en redoublant de zèle et d'activité, égalé les époques où la religion était le plus florissante, malgré les obstacles qu'il fallait vaincre et l'insuffisance du temps dont il pouvait disposer ; c'est d'avoir surtout mis no-

termes aux dissensions qui partageaient, pour ainsi dire, deux paroisses en deux camps ennemis. Aussi n'a-t-on pu voir qu'avec une touchante satisfaction les clerges de la ville réunis, et l'hommage rendu au saint titulaire de la paroisse de S^{te}-Jean. Ces faits, tout en faisant l'éloge de ceux qui les ont accomplis, ne peuvent manquer de contribuer au triomphe du culte, et à la plus grande gloire de la religion, qui est un puissant mobile pour le maintien de la société.

(Communiqué.)

Le 4 de ce mois le caporal Andreucci, commandant le détachement de Vallo de Rostino, avec son détachement requis par le voltigeur Piloni du détachement de Castineta, et d'après les renseignements donnés par le voltigeur Rostini, tous appartenant à la 3^e compagnie de voltigeurs-Corses, commandée par M. le capitaine Laurelli, ont arrêté dans la commune de Pastoreccia, le nommé Cervasoni, Jean-Baptiste, de la commune d'Olema, sous mandat de justice comme prévenu de meurtre.

L'arrestation de ce malfaiteur est très importante et les militaires qui y ont pris part ont rendu un grand service aux communes dans lesquelles il s'était rendu redoutable.

A M. le Rédacteur de l'Insulaire français.

Monsieur le Rédacteur,

Le *Progressif*, journal de votre ville, dans son n^o du 29 février dernier a inséré un article concernant l'usine de Toga, dans lequel il m'a désigné.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien donner place dans votre plus prochain n^o à ma réponse audit article.

Je ne puis empêcher M. de Bertodano et M. de la Girionnière de se faire leur éloge, si tel est leur bon plaisir, mais je les invite à dire un peu plus circonstancié, car je les mets au défi de prouver que Messieurs les administrateurs actuels ou ingénieurs aient changé la moindre des choses à mes plans, si ce n'est dans les parties qui sont aujourd'hui défectueuses. Une lettre que j'ai reçue de M. Taylor depuis que je suis à Turin, m'annonce que tout ce qui concerne la machine, appareil de combustion et tous autres accessoires, a été exécuté conformément à mes plans, n'ayant reçu aucune instruction contraire à ce que j'avais moi-même prescrit. Quant aux constructions on n'a rien modifié à ce que j'avais fait : ce qu'ils ont ajouté est défectueux.

J'ai l'honneur d'être, etc.

C^{te} Rossi.

Turin, 21 mars 1844.

M. le maire d'Ajaccio a pris les dispositions nécessaires pour hâter la distribution, par la voie du sort, des tableaux provenant du legs du illustre cardinal Fesch et qui sont destinés aux communes de la Corse. Nous annonçons avec plaisir que cette distribution aura lieu dans l'établissement du cardinal le 15 avril prochain.

MM. les maires du département sont tous intéressés à intervenir à l'opération du tirage ou à s'y faire représenter en déléguant leurs pouvoirs. C'est dans ce but que M. le maire d'Ajaccio a cru devoir s'adresser à notre journal pour donner à ces dispositions toute la publicité possible.

Sur la proposition de M. le recteur de l'Académie de la Corse, il a été décidé en conseil royal de l'instruction publique, qu'il y a lieu d'établir une seconde division de huitième au collège royal de Bastia.

M. Ronhaud bachelier-es-lettres est chargé,

par arrêté de M. le ministre en date du 15 mars 1844, de la première division de ladite classe.

Par décision de M. le ministre des travaux publics du 5 mars courant, M. Simonet, conducteur embrigadé de 3^e classe employé dans ce département, a été élevé à la 2^e classe.

Où nous prie d'insérer la lettre suivante.

A Monsieur le Rédacteur du Journal de la Corse
Paris, le 12 mars 1844.

Monsieur le Rédacteur,

J'arrive à Paris de retour d'un voyage que je viens de faire en Italie et je trouve une citation qui m'est adressée par M. Soleau, ingénieur en chef, au nom et comme président de la commission du monument à élever à l'empereur Napoléon à Ajaccio, à l'effet de comparaitre devant les tribunaux de la Corse pour voir dire et ordonner qu'en qualité de fils et héritier de feu M. Henraux, j'ai été tenu d'exécuter les conventions passées entre lui et le président de la commission pour l'érection d'un monolithe de dix mètres de hauteur.

En attendant que les tribunaux compétents soient en mesure d'apprécier la prétention nouvelle élevée aujourd'hui par M. Soleau, et après tout ce qui s'est passé dans une affaire où l'on a cherché à égarer l'opinion publique, il m'importe dès à présent de faire connaître quelle a été ma conduite devant la commission, lorsque le 29 janvier dernier, j'ai été mis en rapport avec elle ; quelle a été ma réponse à l'odieuse assertion à l'aide de laquelle on avait cherché à flétrir la mémoire d'un homme de bien et enfin quelles sont les propositions que j'ai cru devoir faire, fort de la loyauté de notre conduite et de la régularité de nos opérations.

En faisant la lettre suivante, en la rapprochant du langage tenu par M. Soleau et des chiffres qu'il n'avait pas craint d'avancer, tout le monde pourra voir de quel côté est la bonne foi, de quel côté est l'inexactitude et la légèreté pour ne pas dire plus.

Ajaccio, 29 janvier 1844.

A Messieurs les membres de la commission du monument Napoléon à Ajaccio.

Messieurs les membres,

Lorsque j'ai eu l'honneur d'être appelé hier dans le sein de votre commission, je m'attendais à une discussion sérieuse et positive sur la véritable valeur des travaux qui ont été exécutés par M. Henraux, mon père, à Ajaccio, sous la direction de M. de Ligny, architecte du gouvernement et du monument Napoléon. C'était effectivement la tout le fond de la question, c'était là le terrain sur lequel la commission m'avait fait appeler en me faisant écrire à Paris sous la date du 6 novembre dernier, une lettre qui contient le paragraphe suivant :

« Aujourd'hui la commission pense que le monolithe qui git dans la carrière d'Algajola, seul résultat de tous les travaux exécutés jusqu'ici pour le compte du monument, ne saurait être l'équivalent de la somme de 64,095 fr. 94 c. dé pensée pour son extraction ; et cette opinion vient même d'être corroborée, par M. Soleau, ingénieur en chef des ponts et chaussées qui a formellement déclaré que le bloc n'a pas coûté plus de 7 à 8,000 fr. Il est dès lors urgent que les héritiers de M. Henraux se présentent à la commission d'Ajaccio pour débattre contradictoirement et arrêter définitivement les comptes etc.

Tel est, Messieurs, l'appel que m'a fait la commission et j'ai dû rester fort surpris hier de voir votre assemblée présidée par M. Soleau lui-même qui, après l'opinion qu'il avait émise sur la valeur des travaux d'Algajola, ne pouvait et ne devait

accepter la présidence, puisqu'il avait à mouvoir et soutenir lui-même son opinion devant la commission et à débattre contradictoirement avec moi l'appréciation donnée par lui au monolithe.

Mais ce terrain était trop glissant pour M. Soleau, il a mieux aimé se faire juge et partie et maître de diriger les débats comme mieux lui convenait, au lieu de discuter les chiffres que j'avais portés en dépense, on a déplacé la question et sans parler davantage des travaux d'Algajola, on n'a pas craint d'agiter l'étrange question de savoir, si tous les travaux qui ont été faits pendant près de deux années, à Algajola, pour l'extraction du grand monolithe, ont été faits avec ou sans autorisation de la part de la commission et s'ils doivent conséquemment rester à la charge de l'architecte ou de l'entrepreneur.

Ce n'est pas le moment, Messieurs, de discuter cette question que je ne veux appeler qu'étrange, elle sera bientôt portée devant les tribunaux qui auront à la juger, mais avant de quitter la Corse, j'ai besoin de venir protester devant vous contre l'insolite manière dont les débats ont été dirigés par votre président, et ce n'est que par respect pour l'honorable assemblée que je ne me suis pas retiré tout d'abord.

Dans la crainte aussi que la proposition que j'ai eu l'honneur de vous faire hier, Messieurs, pour provoquer de la part de M. Soleau des explications contradictoires, n'ait pas été insérée au procès-verbal de la séance, je viens vous demander la permission de vous la faire notifier légalement afin qu'on sache en Corse et partout que la valeur des travaux d'Algajola n'est pas de 7 à 8,000 fr. ainsi que l'a affirmé M. Soleau, mais qu'elle dépasse encore de beaucoup la somme dépensée de 68,032 fr. 41 c.

Je répète donc ci-après, Messieurs, ma proposition d'hier.

1^o Une expertise sera faite à Algajola de tous les travaux qui y ont été exécutés ; on devra évaluer tout le matériel qui a servi à ces travaux, la première roche qui fut extraite pour le premier monolithe de quarante pieds, le second monolithe qui existe de 52 pieds de longueur et les autres granits bruts et ouverts extraits pour compte de la commission.

2^o Trois experts seront nommés ; deux par chacune des parties et le troisième par les tribunaux.

3^o Ces experts seront choisis parmi des ingénieurs de mines et des architectes.

4^o Si la valeur de l'appréciation qui sera faite par les experts est au-dessous de la somme dépensée, je rembourserai à la commission la différence ; si au contraire il y a excédent, la commission devra me rembourser aussi toute la différence.

5^o Tous les frais auxquels l'expertise donnera lieu seront à la charge de la partie qui succombera.

Telle est, Messieurs, la proposition loyale que j'ai eu l'honneur de vous adresser et à laquelle M. Soleau, votre président, n'a rien répondu, si ce n'est que la question n'était plus dans la valeur des travaux.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé : SANCHELLI HENRAUX.

Agrez, Monsieur le Rédacteur, etc.

SANCHELLI HENRAUX.

Nouvelles Diverses.

Les journaux publient les pièces officielles insérées au *Morning Chronicle*, relativement à l'affaire de Taïti. Voici l'extrait d'une lettre de lord Aberdeen au consul anglais Pritchard :

« La reine Pomaré fera bien de se soumettre aux malheureuses circonstances que les craintes personnelles et les intrigues de certains corrupteurs lui ont attirées. La résistance à ceux qui ont pris les droits de protecteurs sur elle ne ferait qu'aggraver le malheur de sa position et lui attirer un traitement pire que celui qui lui a déjà été infligé. Vous saisissez donc toute occasion convenable de recommander cette prudente ligne de conduite à la reine Pomaré, et vous l'assurerez en même temps, que bien que le gouvernement de la reine soit empêché d'intervenir avec autorité en sa faveur, il éprouve cependant pour elle une grande sympathie, et il ne manquera pas de travailler constamment, comme il l'a déjà fait, à adoucir sa position.

« A l'égard des autorités françaises, vous observerez toujours la plus grande politesse dans vos rapports avec elles, et vous vous absteniiez de tout acte, de toute parole, qui pourraient être interprétés comme des offenses. Mais surtout vous aurez soin de ne vous servir devant la reine et les chefs de l'île, dans vos rapports avec eux, d'aucune expression qui pourrait leur faire espérer l'appui du gouvernement de S. M. contre les Français.

« L'Académie royale des sciences vient de nommer deux membres correspondants, M. Charles Bonaparte, prince de Canino, a été élu dans la section de zoologie, et M. Brodie de Londres dans la section de chirurgie.

« Une dépêche télégraphique adressée au ministre de Prusse, à Paris, annonce que le roi de Suède est mort le 8 de ce mois à trois heures et demie de l'après-midi.

Sa majesté Charles XIV était, âgé de 82 ans, un mois et douze jours.

Son fils lui a succédé et porte le titre d'Oscar I^{er}, roi de Suède et de Norvège. Il a quatre fils et une fille de son mariage avec la princesse Joséphine-Maximilienne-Eugénie, fille du prince Eugène Beauharnais.

Le roi de Suède qui vient de mourir est né le 26 janvier 1764, à Pau, sous le nom de Jean-Baptiste-Jules Bernadotte ; il a été successivement soldat volontaire au régiment royal de marine en 1780. — Général de la république française en 1794. — Ambassadeur à Vienne en avril en 1798. — Ministre de la guerre en juillet 1799. — Conseiller d'état et général en chef de l'armée de l'ouest, en 1800. — Maréchal de l'empire, dès la création de cette dignité, (19 mai 1804) Général en chef de l'armée de Hanovre et gouverneur du pays, en 1805. — Prince de Ponte-Corvo, en juin 1806. — Gouverneur des villes Anseatiques et général en chef de l'armée destinée à coopérer aux mouvements de la Russie et du Danemark contre la Suède, en 1807. — Elu prince héréditaire par les états-généraux de Suède, le 21 août 1810 et adopté pour fils par le roi Charles XIII.

Proclamé roi de Suède et de Norvège, le 5 février 1810.

« A la suite d'un rapport au roi, M. le maréchal ministre de la guerre vient de rendre une ordonnance portant qu'il est appelé à l'activité seize mille hommes sur le restant disponible de la classe de 1842.

« Pour accomplir plusieurs formalités déterminées par le cahier des enchères, l'administration nouvelle du *Constitutionnel* ne publiera que du 20 au 25 mars les modifications considérables qu'elle doit apporter au prix, à la publication du *Constitutionnel* et tous les changements qui auront lieu dans sa rédaction.

« Nous lisons dans le *Moniteur algérien*, du 10 mars :

« L'expédition de S. A. R. le duc d'Annam

CE JOURNAL

PARAIT

Tous les Jours.

On s'abonne à Bastia

au Bureau du Journal,

ou chez les Messagers.

A Paris, à l'Office

Correspondance de la

Presse et chez les

Messagers, N. N. N. N.

reçoit les Abonnés.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PAIX

DE L'ABONNEMENT.

Trois mois, 4 fr.

Six mois, 8 fr.

Un an, 16 fr.

Pour le Continent 20 fr.

Pour l'Étranger, 24 fr.

PAIX D'INSERTION.

Diverses, 40 c.

Judiciaires, 35 c.

Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

sur Biskara a commencé sous les plus heureux auspices. Paru le 25 février de son dépôt de vivres de Bathena, position intermédiaire entre Constantine et Biskara, le prince était arrivé le 1^{er} mars à el Kantara, à deux journées environ de cette dernière ville. Quelques tribus de ces contrées, les Lakdar et les Aïfonia, avaient été châtées sur la route pour refus de démonstrations d'obéissance à notre approche; les grands n'avaient point voulu se rendre à notre camp pour implorer la clémence du prince.

Quelques jours avant l'arrivée de S. A. R. au camp de Bathena, les tribus citées précédemment et quelques autres qui entouraient ce poste, fort tranquilles d'abord, mais excitées par les intrigues d'Akmet-Bey, ex-bey de Constantine, étaient venues travailler sur nos gardes; le lieutenant-colonel Buttafoco, sorti le 23 au soir avec quatre compagnies d'élite et 150 chevaux, était tombé le 23 au matin sur le rassemblement ennemi, qui avait été mis en pleine déroute, en laissant 15 hommes sur le terrain.

La plus parfaite tranquillité continue de régner dans tout le reste de la division de Constantine.

Il en est de même dans toute l'étendue de la division d'Alger, y compris la subdivision d'Orléansville et le cercle de Ténès. Tous nos bataillons s'y livrent avec ardeur aux travaux des routes et à tous les grands travaux d'utilité publique.

La subdivision de Tlemcen surveille avec vigilance les démarches de l'ex-sultan, qui, bien que réduit à un état extrêmement précaire, n'en conserve pas moins l'espérance de revenir tôt ou tard à la fortune.

Si smala est aujourd'hui au lieu nommé Gualoul, sur la limite du pays de Chelala et de Fiquit. Il n'y a plus là que les familles des chefs traités encore à la cause de l'émir; tous ceux qui étaient venus à la suite de ces chefs se sont dispersés, les uns d'un côté, les autres de l'autre, dans l'espoir de rentrer dans leur pays. De temps en temps, quelques razas sont exécutés sur les troupeaux de la smala par les tribus nomades environnantes, sans qu'il soit possible à Abd-el-Kader d'en tirer vengeance ou de récupérer les objets enlevés.

Le camp de l'émir occupe toujours la même position, non loin de Messiouen, sur la frontière, et ne compte pas plus de 140 Kialas et de 300 à 400 fantassins, débris de tous ses régiments. Ce camp ne comprend pas plus de 15 tentes; les soldats logent sous de misérables gombis; on n'y voit pas un seul Arabe des tribus voisines.

Les dispositions de nos voisins du Maroc paraissent toujours excellentes à notre égard. Les nouvelles de New-York du 29 février, annoncent une catastrophe épouvantable arrivée le 28 à Washington.

Le capitaine Stockton, du steamer Princeton, avait invité 3 ou 400 personnes à venir visiter son navire; le président des États-Unis et sa famille, les ministres, plusieurs ambassadeurs étrangers, des sénateurs et des députés se rendirent à son bord. Après un salut de 21 coups de canon tirés avec les petites pièces, on chargea la grosse pièce pour faire voir aux dames le mouvement d'un boulet de 230 liv. sur l'eau. On fit feu et le boulet parcourut la distance en exécutant une douzaine de bonds à la surface de la mer. On descendit ensuite dans la cabine, et après une collation au moment de retourner à terre, le capitaine proposa de charger de nouveau la grosse pièce. La pièce chargée on fit feu... et le canon ayant éclaté, MM. Upshur, ministre de l'intérieur; Gilmer, ministre de la marine; Virgile Marey, député de Maryland; Kenon, chef du bureau des constructions et Gardner de New-York, tombèrent morts

sans pousser un cri. Sur 10 hommes de l'équipage ont été grièvement blessés.

Le capitaine se releva, les cheveux brûlés, la figure ensanglantée et toute noircie par la poudre. Mon Dieu, s'écria-t-il en voyant les cadavres qui l'entouraient, que ne suis-je mort aussi! Un instant avant l'explosion, le président s'était un peu éloigné du cercle ainsi que le ministre de la guerre. Au moment où ce fatal accident arrivait sur le pont, plusieurs personnes chantaient dans la cabine et comme l'explosion eut lieu au moment où le mot Washington était prononcé, trois salves d'applaudissements se firent entendre. Leurs cris de joie se marièrent ainsi aux cris de mort qui se faisaient entendre au-dessus de leurs têtes.

Nouveaux détails de l'affreux accident arrivé aux États-Unis.

C'est par la culasse que la monstrueuse pièce a éclaté. Le président des États-Unis a été sauvé comme par miracle; mais un de ses domestiques, homme de couleur, a été blessé, et il est mort peu de temps après.

Aucune des deux cents dames qui étaient venues la pour assister à une fête, n'a reçu la moindre blessure; elles en ont été quittes pour une forte commotion et une terrible frayeur. On les a embarquées pour les ramener à la ville; sans qu'elles connussent l'étendue de la catastrophe. Mistress Gilmer, la femme du gouverneur, n'a appris la mort de son mari qu'après son retour à la ville; elle en a presque perdu la raison.

Le capitaine Stockton a eu la figure et les mains brûlées par la poudre; mais son état n'a rien d'alarmant. Le colonel Benton a été blessé, non point par un fragment de la pièce d'artillerie, mais parce qu'il a été lancé, par la force de l'explosion, contre un des agrès du vaisseau. Il y a en cet état une fatalité bien déplorable; c'est le gouverneur Gilmer qui a voulu que l'on tirât encore le gros canon qui a fait de si affreux ravages: lui-même a commandé le feu. Sans cet événement, on allait rentrer à Alexandria, où la ville avait préparé un bal et un banquet somptueux.

On a remarqué, en examinant le canon rompu, que l'endroit où la cassure a eu lieu manquait d'épaisseur. Cependant il avait été éprouvé plusieurs fois.

La construction des chemins de fer promet d'être une source inépuisable de richesse géologiques. Partout où le génie fait pratiquer des tranchées, le manœuvre trouve sous sa pioche des ossements nombreux d'animaux antédiluviens. Ce nombre est si grand quelquefois dans certains endroits, qu'il le dispute presque à celui des cailloux roulés, au milieu desquels on les rencontre. Nous citerons, parmi les travaux dont nous parlons, ceux qui se font près de Perrigny, aux portes de Dijon. Il a fallu, là, se frayer une route à travers un petit monticule, où les ossements d'ours, d'éléphants, de rhinocéros, de chaux, de loups, de chevaux, etc., sont à tel point multipliés, qu'on pourrait presque douter si nos cimetières renferment autant de débris humains. Parmi eux se trouvent des fragments, des tronçons de défenses et des dents d'éléphants si énormes, que l'imagination est en quelque sorte effrayée du volume des animaux qui portaient ces armes si redoutables.

MINISTRE DE LA GUERRE.

SERVICE DES SUBSISTANCES MILITAIRES.

AVIS AU PUBLIC.

En exécution des ordres de M. le ministre de la guerre, l'intendant militaire de la 17^e division procède à Bastia, le 25 avril prochain, à midi

précis, dans l'une des salles de la Mairie à l'adjudication sur soumissions cachetées et au rabais, de la fourniture du vin nécessaire aux troupes stationnées dans les places et arrondissements de Bastia, Ajaccio, Calvi, Corte et Bonifacio, pendant une année qui commencera le 1^{er} juillet 1844 et finira le 30 juin 1845.

Cette fourniture sera adjugée aux clauses et conditions du cahier des charges arrêté aujourd'hui, dont les prétendants pourront prendre connaissance dans les bureaux de MM. les sous-intendants militaires de résidence à Bastia et à Ajaccio, dans ceux de MM. les commandants des places de Calvi, Corte et Bonifacio.

A Bastia, le 25 mars 1844.

L'intendant militaire de la 17^e division.

L. M. GUILLEBERT.

PHARMACIE PONONTI
BASTIA, AUX TERRASSES.

Assortiment d'appareils pour l'allaitement de dernier perfectionnement et très conditionnés. Bandages en tout genre pour guérissons. Créosote-Billard: seul spécifique contre le mal des dents.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 22 au 27 mars 1844.

ARRIVÉES.

Marseille, bombarde Jeune-Octavie, c. Bucogna, no, houille.

Livourne, bat. à vap. Sebastiani, c. Valzi.

Livourne, bk-gtte Constance, c. Rogliano, blé.

Livourne, mistick Conception, c. Bonelli, blé.

Livourne, bk-gtte Conception, c. Marini, blé.

Livourne, bat. à vap. Golo, c. Bugliani.

Livourne, bat. à vap. Télégraphe, c. Lota.

Livourne, mistick Assomption, c. Thiers, blé.

Portovechio, mistick Pipi, c. Gnatella, charb.

Portovechio, bateau Jeune-Cléante, c. Sangui-

netti, planches.

St-Pellegrino, gond. St-Antoine, c. Giorgi, charb.

Pronete, gondole Assomption, c. Sisco, vin.

Pronete, gondole St-Erasme, c. Semidei, vin.

Pronete, gondole Lavassina, c. Figarella, vin.

Pronete, gond. Annunziata, c. Ombinici, vin.

Porto-Torre, bouf Jésus-Marie, c. Bausa, boufs.

Macinaggio, gondole St-Simon, c. Filippi, vin.

Macinaggio, gondole Trinité, c. Costa, vin.

Newcastle, bk-gtte anglais Pégasus, c. N. houill.

Marseille, paquebot-poste Bastia, c. Santi, lieu-

tenant de vaisseau, dépêches.

Marseille, bk-gtte anglais Exila, c. Badell, lest.

Livourne, bat. à vap. Golo, c. Bugliani.

Livourne, bat. à vap. Télégraphe, c. Lota.

Livourne, tartane François-Etienne, c. Gnatella.

Livourne, bat. à vap. Sebastiani, c. Valzi.

Livourne, bk-gtte Phénix, c. Guasco, lest.

Bonifacio, bouf Assomption, c. Petit, divers.

Portovechio, bk-gtte Conception, c. Erna.

St-Pellegrino, tartane Vierge des Carmes, c. Li-

parelli, lest.

Livourne, bat. à vap. Golo, c. Bugliani.

Livourne, bat. à vap. Pozzodiborgo, c. Sisco.

Ile-Rousse, goëlette St-Joseph, c. Meccolin, blé.

Ile-Rousse, bk-gtte Conception, c. Marini, blé.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

Bastia.

Le projet de loi relatif à la réunion des communes de Bastia et de Cardo a été adopté ces jours derniers par les deux chambres. La conséquence de cette nouvelle loi sera sans doute la convocation prochaine des électeurs de la commune, ainsi nouvellement organisée, pour la nomination d'un nouveau conseil municipal qui la représentera d'une manière exacte. Nous nous applaudissons de ce vote qui va simplifier toutes les questions qui se rattachent à l'agrandissement de Bastia et à la voirie municipale. Bastia cessera enfin d'être étouffée par les communes voisines. Voici le texte du projet de loi adopté par les deux chambres sur la réunion de la commune de Cardo à celle de Bastia.

Art. 1^{er}. La commune de Cardo est distraite du canton de S. Martino, arrondissement de Bastia, département de la Corse, et réunie à la commune de Bastia, canton de Bastia, même arrondissement.

Art. 2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Art. 3. Les autres conditions de la réunion ordonnée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du roi.

La dissolution du conseil municipal de Bastia devra avoir lieu en vertu de l'art. 8 de la loi du 18 juillet 1837, ainsi conçu :

« Dans tous les cas de réunion ou fractionnement de communes, les conseils municipaux seront dissous. Il sera procédé immédiatement à des élections nouvelles. »

M. le comte de Gasparin qui, en 1842, était venu à Bastia patronner son fils M. Agénor de Gasparin, l'accompagnant dans toutes ses visites électorales, continue à lui accorder son patronage paternel, il répond pour son fils aux lettres qu'on lui adresse. Nous sommes surpris d'une seule chose, c'est que M. de Gasparin n'ait pas jugé à propos de nous adresser la réponse qu'il a faite à la lettre de M. Pietri, ancien juge de paix de Rogliano, lettre que nous avons publiée dans un de nos derniers numéros. Cela eût été plus convenable et eût été plus directement à son but; mais il est de ces choses qu'on n'oserait écrire à un journal de Bastia, et voilà sans doute pourquoi M. le comte de Gasparin a préféré communiquer sa réponse, si tant est qu'elle en soit une, à un journal de Paris, le *Sinclair*. De cette manière, il espérait se mettre à l'abri de toute réplique, ou éviter toute discussion dans la localité même et obtenir les honneurs du triomphe. Toutefois M. de Gasparin a mal calculé la portée de son acte et il ne se tirera pas du mauvais pas qu'il a fait aussi facilement qu'il l'espère. M. Pietri n'a pas voulu laisser les attaques de M. de Gasparin sans réponse, et il nous adresse la lettre suivante que nous nous faisons un devoir de publier.

Nous reproduisons d'abord la lettre de M. le

Comte de Gasparin bien qu'il n'ait pas jugé à propos de nous l'adresser :

Monsieur,

C'est à moi de répondre à votre lettre du 17 février, car il n'y a pas une de vos accusations qui porte sur mon fils; elles sont toutes à mon adresse.

J'aurais, pendant le ministère intérimaire en 1839, distribué des croix et des faveurs pour préparer une élection qui a eu lieu en 1840.

Les faveurs, je les ignore. — Les croix accordées sur mon rapport et sur les présentations du préfet sont au nombre de quatre. Deux ont été données à des sous-préfets, deux à des non-électeurs.

Vous auriez été remplacé dans les fonctions de juge de paix pour récompenser, après l'élection, une personne que l'on croyait influente! — Ce remplacement très antérieur à l'élection a été opéré sans mon intervention : je l'ai ignoré complètement.

Voilà pour vos assertions précises. Quant à vos insinuations malveillantes sur les moyens employés pour déterminer l'élection de mon fils, sur ses prétentions à une influence exclusive, sur ses projets de tyrannie en Corse, je n'ai qu'un mot à répondre.

Je regretterais profondément qu'il me fût échappé quelque parole ou quelque démarche analogues à celles qu'on employait contre nous. Mais soyez sûr qu'entre celui qui demande une enquête solennelle et ceux qui la refusent, entre celui qui vient de renoncer à toute démarche d'intérêt privé et ceux qui en font, à l'heure qu'il est, un moyen de former une nouvelle candidature; entre celui que vous poursuivez d'attaques sans fondement et ceux qui ont été convaincus d'avoir introduit, en 1837, dix-huit faux électeurs dans le collège de Bastia, la conscience publique n'a pas hésité et n'hésitera jamais.

Je suis, etc.

DE GASPARIN,

Pair de France.

Paris, le 21 mars 1844.

Maintenant voilà la réponse de M. Pietri :

A M. le Comte de Gasparin, Pair de France

à Paris,

Monsieur le Comte,

Victime de la plus déloyale intrigue électorale, j'avais plus que tout autre le droit de relever l'étrange circulaire de M. votre fils, se posant comme le produit le plus pur de l'élection, et j'en ai usé.

Il vous a plu d'intervenir et de prendre sa défense. Je suis loin de m'en plaindre; au contraire, je vous en remercie: la discussion n'en sera que plus claire et plus facile. Ce que j'adressais au fils, je l'adresserai au père, ou plutôt à tous les deux, car il y a eu, il y a, dans toute cette affaire, communauté, confusion, solidarité d'intérêts et d'actions. Si l'un a semé, l'autre a moissonné; si l'un a été élu, l'autre a préparé et emporté l'élection.

J'ai la conscience d'avoir dit la vérité. Je la maintiendrai envers et contre vous, comme envers et contre M. votre fils.

Je n'ai plus à m'occuper de ce que vous voulez bien appeler mes insinuations. Pourquoi vous ne les attaquez pas, elles restent l'encre sur le papier que vous contestez.

J'ai dit en termes généraux : que l'élection de M. votre fils avait été préparée par une distribution de croix et de faveurs, et avait été enlevée à grand renfort de promesses; — et de dépêches télégraphiques, dois-je ajouter, pour être exact.

Vous avez les croix; vous n'êtes les faveurs; vous vous taisez sur les promesses.

Des quatre croix que vous convenez avoir données à des personnes que vous ne nommez point, et que je ne nommerai point non plus, de ces quatre croix, y comprises les deux à des sous-préfets, il n'y en a en aucune, selon vous, qui ait été accordée en vue de l'élection projetée de M. votre fils! — En vérité, M. le Comte, un autre dirait que vous pratiquez la maxime, que tout mauvais cas est niable; moi je me contenterai de dire que votre mémoire vous fait défaut et théoriserai de lui venir en aide.

Ne vous souviendrait-il pas d'avoir recommandé quelque solliciteur à la justice, à la guerre, à l'intérieur, à l'instruction publique, aux postes, aux douanes, etc., pendant ou après votre premier voyage en Corse, mais avant l'élection? Je dis avant l'élection; car après, il ne peut y avoir aucun doute : M. votre fils a lui-même grand soin d'en convenir dans sa circulaire, seulement il se plaint que ses nombreux recommandations aient porté malheur aux postulants. — Evidente raison pour ne plus les renouveler et surtout pour engager ses collègues à ne plus s'en permettre.

Ne vous souviendrait-il pas d'avoir exigé, tous jours avant l'élection, certain rapport pour assurer certaine transmission d'avancement d'hoirie politique après l'élection? — Je ne serai pas plus explicite pour le moment, me réservant de l'être davantage, au cas où vous obtiendriez l'enquête que vous dites tant désirer. — dans le but sans doute, de prouver que M. votre fils n'a eu qu'à se présenter en Corse, avec ses ouvrages de protestantisme méthodiste pour être nommé à la députation, sans que vous ayez eu besoin d'accorder ou de promettre la moindre petite faveur aux électeurs.

J'ai hâte d'en arriver à mon aventure personnelle.

S'il y a pour moi quelque chose d'incontestable au monde, c'est que j'étais juge de paix du canton que j'habite, lors de votre premier voyage en Corse, que j'ai cessé de l'être à votre retour à Paris, et que votre ami, votre protégé, votre hôte, votre agent électoral, votre homme de confiance, en un mot, m'a remplacé. — Vous prétendez l'avoir ignoré complètement? — Voyons si c'est possible.

Vous ne pouvez point ignorer que j'étais juge de paix du canton de Rogliano, c'est dans ce